

11<sup>e</sup> année - Nouvelle série

**c.m.**  
revue mensuelle

N° 80 - Janvier 1980

Philippe Moins

**Réflexions sur  
Paris-Moscou**

Albert Ayguesparse

**L'Académie  
et le Fonds de  
la Littérature**

Robert Devleeshouwer

**Fonctions  
de l'Histoire**

et « en diagonale » :

- PCB et médecine
- L'avenir de la  
presse de gauche
- Bruxelles :  
plan de secteur

**Pierre Ergo**  
avec la collaboration  
de Daniel Remacle  
et Pierre Portugaels

**Les jeunes,  
cet autre  
« problème de  
l'énergie »**



**cahiers  
marxistes**

## Sommaire

---

<b>Peau neuve</b>	p. 1
Pierre Ergo (en collaboration avec Daniel Remacle et Pierre Portugaels) <b>Les jeunes, cet autre « problème de l'énergie »</b>	p. 3
Philippe Moins <b>Réflexions sur Paris-Moscou</b>	p. 27
Albert Ayguesparse <b>L'Académie et le Fonds de la littérature : Légendes et réalités</b>	p. 35
Robert Devleeshouwer <b>Fonctions de l'histoire : les événements et le quotidien</b>	p. 41
En diagonale	
— <b>Document : le PCB, les médecins et la santé</b>	p. 45
— <b>Quel avenir pour la presse de gauche ?</b>	p. 49
— <b>Les enjeux du plan de secteur</b>	p. 50
A livres ouverts	p. 55
En revues	p. 57

---

Un dessin de Philippe Moins

### Comité de patronage :

Edmond Dubrunfaut, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers, Roger Somville, Jean Terfve •

### Comité de rédaction :

Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Claudine Cyprès, Augustin Duchateau, Pierre Ergo, Serge Govaert, Pierre Joye, Rosine Lewin, Jacques Moins, Jacques Nagels, Christine Renard, Claude Renard, Christian Vanderhoff, Jean-Paul Van-keerberghen, Benoît Verhaegen.

**Rédacteur en chef :** Rosine Lewin

**Secrétaire de rédaction :** Pierre Ergo

Edité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte

# Peau neuve

Voici donc, après dix ans d'existence, les Cahiers marxistes dans une présentation modernisée, « photocomposée ».

La première livraison de cette nouvelle série sort à l'heure des incertitudes gouvernementales. Constituée après cent jours de crise, l'équipe de M. Wilfried Martens aura très vite démontré sa fragilité et son incapacité de faire face aux problèmes de l'heure. Gouvernement des résolutions laborieuses et des petits remèdes, il aura en dépit d'une majorité confortable, suscité des oppositions aussi larges que diverses : luttes ouvrières parfois décisives pour les 36 heures, action des enseignants et des lycéens pour une école de qualité, grève des médecins contre un volet de la loi-programme, actions syndicales nationales contre la régression sociale, manifestations de masse contre l'implantation de missiles nucléaires, colères fouronnaises, rassemblements pour le respect des libertés syndicales et civiques...

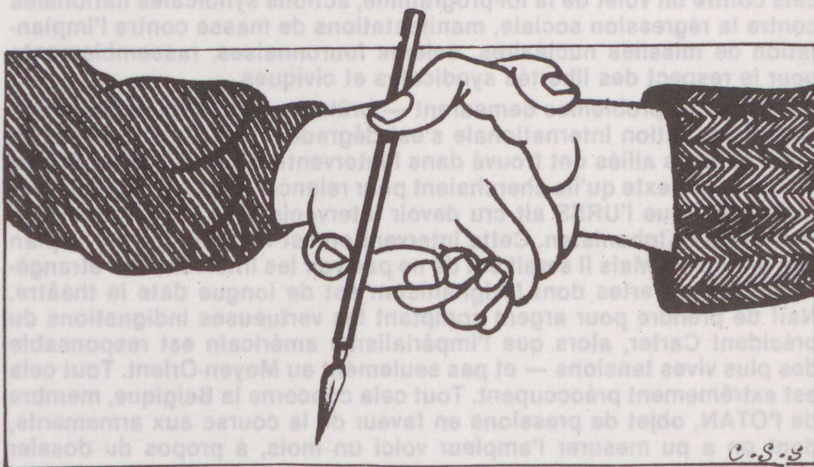
Tous les problèmes demeurent — brûlants, non résolus. Et de surcroît, la situation internationale s'est dégradée. Les Etats-Unis et certains de leurs alliés ont trouvé dans l'intervention soviétique en Afghanistan le prétexte qu'ils cherchaient pour relancer la guerre froide. Il est regrettable que l'URSS ait cru devoir intervenir dans les affaires intérieures de l'Afghanistan. Cette intervention est injustifiable sur le plan des principes. Mais il serait sot de ne pas voir les interventions étrangères moins ouvertes dont l'Afghanistan est de longue date le théâtre. Naïf de prendre pour argent comptant les vertueuses indignations du président Carter, alors que l'impérialisme américain est responsable des plus vives tensions — et pas seulement au Moyen-Orient. Tout cela est extrêmement préoccupant. Tout cela concerne la Belgique, membre de l'OTAN, objet de pressions en faveur de la course aux armements, dont on a pu mesurer l'ampleur voici un mois, à propos du dossier « euromissiles ».

Le gouvernement Martens-Spitaels a biaisé avec l'opposition massive aux fusées nucléaires qui s'est affirmée dans le pays. Il n'a pas voulu voir que quelque chose de très important était en train de changer : traditionnellement indifférente au domaine de la politique étrangère, l'opinion s'est familiarisée avec le problème des « forces nucléaires de théâtre ». D'innombrables conférences et débats ont eu lieu, surtout en Flandre, sur les fusées SS 20, les Pershing, les Cruise. Une conviction s'est forgée au travers de ces confrontations : via l'OTAN, les Etats-Unis imposent en fait une escalade périlleuse pour la paix. Il faut y opposer l'exigence de négocier avec l'Est. Cette exigence n'a été prise que très partiellement en compte. Néanmoins, la porte des négociations n'a pas été tout à fait fermée. Il importe d'élargir cette ouverture...

Le gouvernement Martens-Spitaels a été plus sensible aux pressions de la droite qu'aux manifestations ouvrières : la régionalisation est enrayée, le chômage progresse, les attaques se systématisent contre des conquêtes sociales qu'on pouvait considérer comme définitives.

Nous ne savons pas ce qui va se passer si, comme tout semble l'indiquer, le gouvernement se disloque. Ce dont nous sommes sûrs cependant, c'est que d'immenses forces sont disponibles dans le pays pour se colleter contre la politique de crise, pour réclamer une régionalisation véritable et une fiscalité démocratique, pour imposer le dialogue Est-Ouest et la détente internationale.

Dans ce combat essentiel, les Cahiers marxistes entendent jouer leur rôle, en apportant idées et arguments. Pour mieux lutter. Pour changer la vie !



PIERRE ERGO

avec la collaboration de Daniel Remacle  
et Pierre Portugaels

# Les jeunes, cet autre « problème de l'énergie »

*« Une société qui n'a plus rien à offrir aux jeunes court nécessairement à son propre anéantissement ».*

Michel Hansenne (« Orientations de la politique en matière de jeunesse », document approuvé par l'Exécutif de la Communauté française, le 7 novembre 1979).

Cet article ne prétend pas donner un exposé complet des problèmes de la jeunesse : parler de celle-ci dans sa globalité, c'est aborder tous les aspects de la vie sociale... On n'établira pas non plus un catalogue de revendications, un programme détaillé pour une politique de la jeunesse ; ce doit être là le fruit d'une pratique et d'une réflexion collectives, dans les luttes. Celles des jeunes, bien sûr. Celles aussi — et non moins — de l'ensemble du mouvement ouvrier et démocratique, concerné en profondeur par une question qui aujourd'hui, acquiert une dimension, une qualité nouvelles. C'est ce qu'on va tenter d'éclairer ici.

Il ne peut s'agir dans cette réflexion, d'isoler artificiellement la jeunesse du corps social qui l'entoure et la comprend, des antagonismes et contradictions qui s'y jouent. Mais pas davantage de noyer les problèmes des jeunes dans l'océan de la société en les réduisant à une écume à sa surface, un éternel conflit des générations assorti de revendications catégorielles.

Si la première attitude est trop évidemment absurde, la seconde serait peut-être plus pernicieuse. Car à trop vouloir banaliser les rapports entre générations (« il faut bien que les jeunes se révoltent, ça développe leur personnalité »), on risque de ne pas voir qu'ils ne peuvent plus être compris comme avant. Parce qu'ils recouvrent une crise essentielle des valeurs et des modes de vie reliée de plus en plus, avec la crise structurelle, à un problème latent de choix de société. Choix qui bien entendu, se pose au-delà du faible degré de conscience qu'en ont encore chez nous la grande majorité des jeunes.

Dire que les problèmes de la jeunesse ne peuvent être dissociés de ceux de toute la société, est à la fois évidemment vrai et, paradoxalement, insuffisant, dans la mesure où comme on se propose de le faire apparaître, lesdits problèmes comptent aujourd'hui parmi les signes et facteurs de contradiction les plus importants dans l'évolution de cette société.

Comment, en quelques pages, « cerner » cette problématique en ce qu'elle a tout à la fois d'anxieux et de stimulant, de déroutant et de porteur de voies nouvelles ? Pour s'approcher de ce but, il a fallu souvent se borner à exposer, sans développer une analyse, les linéaments de problèmes très divers qu'on ne peut pas ne pas avoir ensemble à l'esprit, si on veut saisir dans son épaisseur la question de la jeunesse. On prêtera une attention particulière, outre le grave problème de la crise de l'emploi et de l'école, à des aspects moins traditionnellement politiques — mais pas moins politiques pour autant — de la condition des jeunes. On reprendra quelques résultats d'enquêtes qui, toutes réserves faites sur la fiabilité des techniques de sondage, paraissent révélateurs de certaines tendances de l'évolution actuelle. On s'efforcera, en conclusion, d'esquisser les types de réponse politique que cette évolution appelle de la part des progressistes. Mais il faut surtout formuler le vœu que ces pages incomplètes seront un prétexte parmi d'autres à un indispensable et large débat sur ces questions fondamentales.

## VOUS AVEZ DIT : JEUNESSE ?

Le mot jeunesse a aujourd'hui une connotation double. Il désigne d'abord évidemment une catégorie d'âge (qu'on peut inscrire grosso modo entre 13 ans et 25 ans), une phase de maturation de la personnalité, le début d'une insertion sociale autonome. Remarquons qu'un hiatus grandissant s'est créé, par rapport à ce qu'il en était aux siècles passés, entre la maturité physique et la prise en charge complète de soi-même. Le mot évoque ensuite un ensemble de traits de sensibilité et de comportements qui tendent à se distinguer assez nettement de ceux des adultes : on assiste depuis des années à un processus d'émergence de la jeunesse comme *strate sociale différenciée*. Ce fait, historiquement nouveau, constitue un phénomène sociologique important dont les implications idéologiques et politiques ne peuvent nous échapper.

Il n'est pas inutile de se rappeler sur quel arrière-plan socio-économique général a surgi, ces dernières décennies, le phénomène « jeunes » : celui de l'évolution du capitalisme moderne avec ses conséquences massives, surtout depuis 1945, sur le cadre, les conditions de vie et les mentalités. On mentionnera l'urbanisation poussée, la scolarité généralisée, l'essor technologique et celui des moyens de communication de masse, un développement tous azimuts de la consommation.

Tout cela n'est évidemment pas que négatif, comme une certaine tendance « rétro » peut en répandre la croyance. Au chapitre du positif il

faut inscrire l'élévation du niveau de vie, l'élargissement des connaissances, une libération plus grande de l'individu et particulièrement en ce qui concerne les femmes et les jeunes. Un contexte global de progrès social dans lequel les luttes du mouvement ouvrier sont pour quelque chose. Il ne s'agit donc pas de prétendre qu'aux temps pré-industriels tout allait pour le mieux : à propos de la liberté sexuelle par exemple, dans notre civilisation du moins, ce serait pure erreur. Ni non plus d'affirmer qu'aujourd'hui avec la crise, plus rien ne va. Ce qui nous importe, c'est ce qu'il y a de spécifique et d'évolutif dans la condition actuelle des jeunes, ce sont les indices de contradictions graves qui risquent précisément de mettre en question ce que la société moderne a d'émancipateur, ce sont aussi les signes d'espoir, les pistes d'action pour défrayer l'avenir.

## UNE SOLITUDE DE MASSE

Parlons avant d'en arriver à la crise actuelle, de la part négative de l'évolution évoquée ci-dessus — part sur laquelle se greffent les effets de cette crise. Outre la dégradation bien visible du cadre de vie urbain, il y a d'une façon générale, les conséquences psychologiques et morales — conjuguées à celles de l'aliénation capitaliste du travail — de ce qu'on a appelé la société de consommation, avec son idéologie et son mode de vie, ses aspects mutilants pour l'homme, ses effets de nivellement. Vaste et complexe champ d'étude ; mais une image résume assez bien ces conséquences : celle de l'homme seul dans la foule. Seul dans la course à la consommation, moderne ruée vers l'or où l'homme intérieur, la personnalité et la fraternité humaines, sont refoulés dans les réserves du quant-à-soi et de la vie privée. La consommation médiatisant, interceptant le besoin de bonheur, engendrant et compensant illusoirement une carence de relations humaines profondes. Solitude de masse qui avait tant frappé Ernst Fischer, quand il écrivait à la fin des années 60 :

*« Autant subsiste dans la production une forte opposition entre les classes, autant cette différence s'estompe dans la consommation et dans le comportement de la jeune génération. En dehors du domaine de la production, il y a le vide général de l'existence, d'où naît l'ennui, la solitude, l'indifférence. Derrière la conjoncture économique, on voit apparaître une CRISE MORALE du monde bourgeois sur son déclin. »* Et encore : *« De cette réduction de la solidarité, de cette augmentation de l'isolement et de l'indifférence sur les jeunes, il résulte un nombre considérable de nouveaux problèmes pour l'ensemble du mouvement ouvrier. »* (1) \*

A l'effet d'isolement s'ajoute celui de nivellement qui fait que non seulement on se sent seul dans la foule, mais on a peur de sortir de celle-ci. C'est ce que souligne Michel Lambert dans une étude parue en 1976 :

*« Les jeunes (...) n'ont plus la volonté ni la possibilité d'écrire leur propre devenir. Serait-ce qu'ils sont heureux ? La plupart montrent au con-*

\* Les notes sont placées en fin d'article

*traire beaucoup de pessimisme. Serait-ce qu'ils sont résignés ? La plupart réclament au contraire le changement. Mais une angoisse diffuse les empêche d'être autre chose que des contestataires potentiels. Ils sont comme ces soldats qui, au moment d'appuyer sur la gachette de leur arme, hésitent une fraction de seconde ; l'instant d'après, ils sont morts. Cette peur qui bloque le passage des virtualités aux réalisations, quelle est-elle ? C'est la peur de s'individualiser dans un monde massifié ; d'être « a-normal » dans un monde normalisé (...) ». (2)*

La jeunesse, à cet âge où la personnalité est encore fragile, semble donc plus sensible d'une façon générale aux effets paralysants de cette forme moderne de l'aliénation avec laquelle les générations s'habituent à vivre une fois venues les responsabilités familiales et professionnelles (auxquelles les jeunes d'aujourd'hui s'adaptent d'ailleurs plus difficilement comme en témoignent des enquêtes).

On comprend mieux, au départ de cette notion d'aliénation, la « démobilisation » des jeunes dont il est si souvent question. Il s'agit d'un état d'esprit complexe où la conviction de l'impossibilité objective d'agir sur les réalités de la vie sociale se renforce du sentiment *de ne pas être concerné par celles-ci*, de l'absence de but, de sens intime et stimulant attribué aux faits et gestes de l'existence.

Il faut dire un mot du rôle, sous cet angle, de l'information et de son monopole par les mass-media qui non seulement la sélectionnent et la tronquent, mais la désincarnent, la dé-réalisent tout en la présentant comme objective. Sont « objectifs » des événements devenus objets, indépendants des hommes et de leur condition vécue (2) : voir la suppression d'émissions allant en sens inverse. Ainsi l'information, devenue envahissante et multiforme, est rendue elle aussi, dans une mesure certaine, aliénante malgré la fonction émancipatrice qu'elle aurait à remplir.

La « démobilisation » ainsi comprise touche à des degrés divers l'ensemble de la société dont elle est pour ainsi dire la marque de fabrique. C'est elle qui domine malgré les nombreuses et heureuses exceptions qui jalonnent le développement des luttes. Elle est à la racine du problème de l'intervention sociale et politique des plus larges masses, spécialement celles qui sont à l'âge où l'on « se cherche ». Elle a particulièrement handicapé les organisations de jeunesse dans la dernière période. C'est elle qui en fin de compte, est la conséquence la plus insidieuse, la plus profonde du système capitaliste sur la vie des hommes : comment y remédier pour mieux combattre ce système ? Question peut-être pas moins pertinente que la question inverse, on y reviendra.

Il ne s'agit pas d'ergotages théoriques, encore moins d'un thème de salon. C'est un leurre de prétendre la vie nécessairement plus « facile » aujourd'hui pour les jeunes, même si matériellement elle l'est effectivement, et encore que cette aisance matérielle n'aille pas toujours de soi. Mais la vie n'est pas que matérielle, la misère est aussi morale et ce n'est pas par hasard ou par quelque manœuvre de diver-



sion idéologique, qu'a surgi le thème de « qualité de la vie ». Ni Marx ni Marcuse n'ont inventé cette « aliénation » qui ronge plus ou moins profondément, face aux cadences, aux examens ou au chômage comme devant l'écran de télé, le tableau de bord d'une voiture ou les rayons d'un grand magasin, tant de jeunes lorsqu'ils ne trouvent en eux-mêmes que ce vide qui les empêche de profiter de ce que la vie moderne a de si incontestablement positif, à plus forte raison de lutter. Et lorsque l'horreur de ce vide est trop forte, comment s'étonner d'une envie de « se défoncer », ou de tout casser ?

### **«SOCIALISATION HORIZONTALE»... MAIS POUR QUELS HORIZONS ?**

Objet de consommation, la jeunesse l'est elle-même devenue en devenant un marché commercial (et sans doute est-ce là, de même que les mass-media déjà évoquées, un des facteurs de son émergence comme « strate sociale »). Ce qui est « jeune » c'est d'abord, pour le capitalisme, ce qui est vendable sous ce label publicitaire ; les exemples s'étalent autour de nous. Dans la frénésie de « consommer jeune », des besoins typiquement « jeunes » ont été créés de toutes pièces, avec les implications idéologiques de ce fait. Ainsi, si être « jeune » constitue en soi une valeur suprême, pourquoi s'en chercher d'autres ? D'autant que, comme dit la chanson, on n'a pas tous les jours vingt ans. Et qu'à ce cliché s'associe celui d'être « libre »... et de le rester. Cela reste surtout, bien sûr, un cliché. Et se consommant, la jeunesse se consume et entre dans la danse : métro-boulot-disco-dodo.

Comme autres facteurs d'émergence sociale des jeunes, il faut naturellement mentionner l'école — lieu par excellence de « socialisation horizontale » favorisée par le prolongement du temps d'apprentissage — et l'affaiblissement du rôle intégrateur traditionnel de la famille (plus particulièrement du prestige du « père de famille » que rejoint en cela le « maître d'école »), la quête par les jeunes d'un réseau de relations extrafamiliales par les « sorties », les dancings, les clubs, les bandes. Remarquons que le chômage, à moins que les jeunes qui le vivent passent tout leur temps en famille, contribue sans doute à entretenir ce processus.

Certes la jeunesse n'est pas socialement et culturellement homogène, tant s'en faut. Les divisions de classe, les différences de préoccupations et d'expression selon le milieu et la profession, subsistent évidemment. Mais on constate aussi des façons d'être et d'agir (certains traits de langage et de pensée, une convergence de goûts notamment musicaux, la fréquentation de lieux dévolus aux jeunes tels qu'écoles et dancings, des modes de consommation « jeunes », l'influence de certaines émissions) qui donnent à la jeunesse des caractères identifiables à travers les catégories sociales. Un exemple troublant, le fait que chez beaucoup de jeunes le discours procède non pas de façon linéaire, mais par points, par impressions juxtaposées émaillées de stéréotypes, ce qui confère au raisonnement un caractère désarticulé tandis que le

choix entre plusieurs arguments est devenu plus difficile de par la confusion des valeurs : conséquence, d'après la théorie d'Abraham Moses, de la « socialisation par les mass-media », productrice d'une « culture en mosaïque » (3). On parle souvent de la jeunesse comme d'une entité, parfois considérée comme vaguement étrangère, mystérieuse :

« La jeunesse est devenue un mythe. Il n'est pas permis de dire d'elle du mal dans un discours public. Mais en même temps, la société se méfie d'elle, la craint, pense qu'elle n'est pas une héritière digne des tâches qui l'attendent, l'admet difficilement sur le marché du travail. » (4)

Ajoutons à cette dernière phrase : tout en lui reprochant de ne « plus vouloir » travailler... On pourrait se demander en se gardant de tout manichéisme, jusqu'à quel point, et dans quelle mesure délibérée, le capitalisme dans la crise utilise à son profit le concept et le fait de jeunesse, au delà de son exploitation commerciale : ainsi de « l'irresponsabilité » des jeunes (d'ailleurs engendrée, dans la mesure où elle est malheureusement réelle, par le système lui-même) servant à masquer l'irresponsabilité (et les responsabilités) de la société capitaliste vis-à-vis de la jeune génération.

## LE ROC(K) DE LA CRISE ÉCONOMIQUE

Venons-en à la crise actuelle et à ses effets. On se gardera vis-à-vis de ceux-ci — cela découle de ce qui précède — de verser, comme mai 68 a pu y convier, dans l'illusion romantique à propos des capacités de mobilisation de la jeunesse. Encore faut-il ne pas négliger non plus les enseignements de mai 68 : cette révolte d'une jeunesse s'affirmant comme force sociale exprimait (comme, sur un autre mode, Woodstock) une protestation contre les contraintes aliénantes de la société de consommation évoquées plus haut — aliénation dont cette explosion, dans son caractère sans lendemain et ses outrances, était aussi le reflet. A l'apogée de la croissance économique, elle a mis en question à sa façon le sens capitaliste de cette expansion. Elle a cristallisé — non sans schématisation dans ses analyses — la crise des valeurs, des institutions et de l'Etat. Et ses ondes de choc se propagent toujours, d'autant que, si le système a bien su digérer mai 68, il n'a rien résolu quant à ladite crise des valeurs, quant à l'intéressement démocratique des jeunes, et que les profits que le capitalisme tire de la consommation se portent plutôt bien malgré la crise économique.

Avec celle-ci, le problème des jeunes et de leur mobilisation se pose cependant dans un contexte nettement différent de celui de la fin des « golden sixties ». Une première constatation s'impose et elle est d'importance : *la génération actuelle est la première génération qui a grandi avec la crise comme toile de fond*. Elle n'a pas, dans sa vie, de point de comparaison par rapport à cette réalité. Et la crise aiguise à tous les points de vue les contradictions de sa situation de « strate sociale différenciée ».

Ainsi, *alors que plus que jamais la jeunesse aspire à l'indépendance, la crise accroît sa dépendance*. Dépendance vis-à-vis de la famille, dont l'ouverture à des conceptions éducatives nouvelles risque de s'en trouver contrariée. Dépendance vis-à-vis des examens pour pouvoir bénéficier de l'allocation de chômage, alors même que la finalité des études devient plus hypothétique. Dépendance vis-à-vis du service militaire qui complique la recherche d'un emploi, à moins que la carrière militaire ne s'offre pour toute alternative. Dépendance vis-à-vis de l'ONEm qui tient la carotte de l'allocation et le bâton de l'exclusion, culpabilise les jeunes tout en leur imposant, si d'aventure un emploi survient, d'accepter la nature et les conditions du travail, ce qui ne peut contribuer à leur en donner le goût, d'autant qu'il sont souvent en tant que jeunes et plus encore en tant que jeunes filles, des sous-travailleurs surexploités. Tout ceci avec le cortège quotidien d'humiliations qui s'ensuit.

Avec la crise, c'est une masse grandissante de jeunes qui entrent dans le monde du travail par la porte grande ouverte du bureau de chômage, la petite porte du « cadre spécial temporaire » ou la porte dérobée du travail en noir. Une masse de jeunes qui n'a pas connu de conditions de travail normales, ou pas d'expérience du travail du tout. Le patronat trouve plus facile de garroter l'embauche que de licencier : l'image du chômeur dans la crise actuelle tend à être moins celle de l'ouvrier mis à pied, que celle du jeune demandeur d'emploi, exclu dès le départ de l'exercice d'une profession.

Avec le chômage — et *dès avant* qu'il y soit inscrit — c'est l'avenir d'un jeune, *c'est-à-dire toute sa vie* qui est mise en cause. Et en même temps que s'assombrissent dès le départ ses perspectives d'avenir, avec les conséquences matérielles et morales qui en découlent pour les conditions de sa vie présente, celles-ci ont encore à subir la régression sociale, la politique d'austérité capitaliste.

Les jeunes, par nature plus vulnérables même s'ils se montrent à l'occasion des plus combatifs, moins sûrs d'eux-mêmes devant l'éventualité d'un conflit, moins expérimentés, plus sensibles pour beaucoup d'entre eux à la pression sociale, sont aussi les plus profondément frappés par la crise.

La jeunesse dans la crise vit d'une façon toujours plus pénible, souvent dramatique, la contradiction entre des besoins et aspirations à la mesure de notre époque et de ses possibilités fantastiques, et les conditions médiocres de leur satisfaction; entre la germination de formes nouvelles de la vie sociale et l'aridité du terrain concret qui leur est offert.

La crise empoisonne tout le contexte de « socialisation horizontale » lié au temps d'apprentissage à l'école, celle-ci étant le lieu où éclosent des aspirations sociales qui faute de promesses de se réaliser, n'ont pour fruit que frustration et désillusion.

Tout ceci sur la trame de fond des problèmes existentiels que nous avons évoqués plus haut.

Globalisons les problèmes et envisageons tout à la fois le chômage massif et prolongé; l'asphyxie de la formation générale et des activités culturelles; la perte du goût d'apprendre lié à l'absence de perspective sociale et à la crise des valeurs; la dégradation des conditions, déjà si rarement présentes, d'un dialogue réel à l'école; des difficultés matérielles et morales accrues pour les familles; les dangers de la fuite dans la violence et toutes les formes de drogue et ceux du développement d'une répression anti-jeunes. Dans un tel contexte et dans la perspective d'une crise prolongée, il est permis de se demander dans quelle mesure les phénomènes de « marginalisation » qui touchent déjà les jeunes, ne sont pas appelés à prendre un caractère massif. La jeunesse dans son ensemble ne risquerait-elle pas dès lors d'être peu à peu marginalisée en tant que couche sociale, avec toutes les conséquences qu'on peut deviner pour l'évolution de la société tout entière, d'une telle marginalité de masse? Alarmisme, ou s'agit-il bien de tirer le signal d'alarme?

*« Si l'on considère la condition des jeunes, nous pouvons mesurer combien sont profonds les dégâts causés par le développement capitaliste et par la politique des classes et des partis dominants, combien sont graves les dangers liés à la crise où ce développement déséquilibré nous a conduits », déclarait dans un rapport au comité central du PCI (5), Massimo D'Alema qui précisait : « Le risque est que la masse de la jeunesse, se détachant des classes dominantes et de leur hégémonie idéologique, soit poussée par la crise vers une sorte de nihilisme; qu'elle ne réussisse pas à créer un rapport organique avec le mouvement ouvrier, et que se crée ainsi une véritable rupture entre les générations. On a parlé aussi de l'apparition dans notre société de phénomènes typiques des grandes sociétés capitalistes, et en particulier de la société américaine, où la marginalisation de la jeunesse est de plus en plus grande et où s'est produite une sorte de fracture sociale qui est aussi culturelle et morale, entre deux sociétés. Il est évident que des phénomènes de ce type se produisent aussi chez nous, mais je crois que nous commettrions une erreur si nous n'essayions pas de saisir les particularités et en même temps les potentialités positives à l'œuvre dans la société italienne. Elles sont la conséquence de notre force et de celle du mouvement ouvrier, mais aussi de l'existence d'un tissu serré de participation démocratique, de grands partis populaires, d'un vif et intense débat politique auquel participent de larges masses de jeunes ».*

Si cette longue citation nous vient d'Italie, c'est à dessein que nous la reprenons : elle reflète l'image d'un pays où la crise a atteint une phase de loin plus critique que chez nous, spécialement en ses conséquences pour la jeune génération, mais où aussi, la capacité du mouvement ouvrier et démocratique d'affronter cette situation est élevée. Avant d'esquisser, vis-à-vis de notre situation, des réponses possibles, abordons les principaux terrains où se joue la condition des jeunes

dans la crise : l'école et l'emploi, la famille, les loisirs... et la fuite (drogue, violence, suicide).

## UNE ÉCOLE-PARKING SUR UNE VOIE SANS ISSUE ?

L'école a subi coup sur coup ces dernières années toute une série de mesures qui ont pour résultat de dégrader la qualité de l'enseignement et d'accentuer la sélection sociale.

Il est évident à ce propos que l'école tient une place cruciale, comme « agent de socialisation », entre le milieu familial, avec les différences socio-culturelles reproduites par ce dernier, et la vie professionnelle. Les idées généreuses qui avaient inspiré maints partisans de l'enseignement rénové laissaient la voie ouverte, tant à la recherche de méthodes de travail et d'orientations personnelles, qu'à l'apprentissage collectif au sein d'une vie sociale de groupe non compartimentée, et à l'acquisition d'une large formation générale — tout cela donnant son sens optimal à la socialisation par l'école.

A l'opposé, la tendance actuelle à une fixation précoce et irréversible des « aptitudes », à l'aiguillage discriminatoire vers telle ou telle section, à la division en « bons » et « mauvais » élèves, au bradage de la formation générale, ne peut que renforcer, la crise aidant, le caractère capitaliste, antisocial si l'on peut dire, de cette socialisation. C'est une masse plus grande de jeunes, de milieux divers mais surtout populaires, qui se verront socialisés vers le bas, et en tranches. A tout quoi s'ajoutent les ravages, qu'on n'a pas fini de mesurer, de la terrible petite question : à quoi ça sert ?

En témoigne abondamment cette constatation amère dans la bouche de tant de professeurs, de parents : « ils ne savent plus travailler, ils n'ont plus le goût d'apprendre. » Maints enseignants eux-mêmes perdent le goût d'enseigner, ce qui n'arrange rien. Mais en dernière analyse ce ne sont pas les professeurs, c'est tout un système qui *désapprend à travailler*. L'école devient l'école de l'ennui. Telle est la logique de ce système qu'on constate par exemple une sorte de chômage scolaire, dû à l'existence d'« heures de fourche » où les élèves n'ont strictement rien à faire... puisque les activités « libres et complémentaires » font les frais des 32 heures. Ou encore qu'il est des officines sociologiques de la politique de crise où l'on fait grand cas d'une « créativité » sans moyens et sans objet, une créativité dans le vide.

Sans doute est-il trop simple de parler ici de « laxisme ». Outre l'évidente dénaturation des idéaux pédagogiques du rénové, au delà des pratiques de certaines écoles qui par crainte de ne plus répondre aux normes de subsidiarité, octroient des diplômes dévalués, il faut voir aussi les effets cumulatifs de cette *crise morale* dont nous parlions, crise des valeurs et des institutions (l'école en est une) d'une société qui a d'autant moins d'objectifs stimulants à proposer qu'elle a moins d'emplois à pourvoir ; où l'asphyxie intellectuelle est le couronnement logique de l'asphyxie économique. Sans oublier que dans un climat sollicitant peu l'adhésion de l'être, ajouté souvent à de mauvaises condi-

tions d'étude, la fatigue survient plus vite, surtout chez des adolescents. Le problème dans ce contexte ne se réduit pas à une simple opposition entre laxisme et rigueur, entre autorité et permissivité.

D'autant que dans la plupart des établissements scolaires, ce ne sont pas des modes de relations démocratiques, fondés sur le dialogue, qui dominent, tant s'en faut. Que pour trop de professeurs, l'élève reste celui qui a tout à apprendre et rien à dire, celui qui doit d'abord apprendre à douter de sa propre valeur. Que le droit des élèves à s'organiser, y compris pour faire « de la politique à l'école », le droit d'affichage, de publication et de réunion sont quasi inexistants, et que la « gestion associative » a fait long feu. Les relations démocratiques entre enseignants et enseignés sont d'ailleurs réduites à des vues de l'esprit devant le fait que trop de professeurs se voient confrontés à des situations quotidiennes intenable où ils n'ont le choix qu'entre le « maintien de l'ordre » dans des classes surpeuplées et difficiles, et le laisser-aller démissionnaire. Que tel professeur qui se veut démocrate risque dans ce contexte, s'il est isolé dans son école, d'être vu par les élèves non comme un démocrate mais comme une faille dans un système. Belle perspective que celle d'une école où l'acquisition du savoir apparaît d'abord liée à l'autorité à subir !

Alors que l'école devrait être par excellence, *le lieu où la démocratie s'apprend*, cette dernière la plupart du temps n'y a pas droit de cité, y est tout au plus tolérée dans d'étroites limites. Situation qui s'aggrave de la mise en cause d'activités et cours tels ceux d'histoire et de morale, qui se prêtent tout particulièrement à la formation de l'esprit critique. S'étonnera-t-on que les jeunes se désintéressent de la vie publique sociale et politique, leur reprochera-t-on de « refuser le dialogue », si l'une des institutions fondamentales de la société, l'école, où ils passent de surcroît une partie appréciable et déterminante de leur vie, ne leur donne pas *sur son terrain* l'occasion d'exercer la démocratie, la critique participative ? C'est ainsi que lors d'« opérations » (un mot qui en dit long) « la parole aux jeunes », telles que celle du journal « La Wallonie » (2), si un certain nombre de jeunes se réjouissent de l'occasion de s'exprimer, beaucoup par contre manifestent une réaction de méfiance ajoutée à la peur de se particulariser :

« Dès lors, les attitudes les plus fréquentes en matière de communication sont les suivantes : abstention, participation passive, participation active conformiste. Toutes trois se sont vérifiées dans l'opération « La parole aux jeunes. » (2)

Il y aurait beaucoup à dire à propos de sélection sociale, sur les effets particulièrement débilissants qu'entraînent, pour les élèves des sections techniques et professionnelles et tous ceux (et celles) qu'on destine à cette « option », la crise de l'école conjugée avec celle de l'emploi (6). Parce qu'ils connaissent des situations sociales plus contraignantes et des difficultés scolaires plus grandes — et beaucoup d'entre eux sont fils d'immigrés — ces jeunes forment une masse de manœuvre toute désignée pour le patronat. Celui-ci ne se prive pas

d'exercer son emprise sur ce secteur d'enseignement par le biais notamment, d'examens psychotechniques conçus en fonction de la rentabilité immédiate, ou par l'octroi démagogique d'un certificat de « qualification professionnelle » qui n'est en fait qu'un substitut de diplôme pour une formation au rabais.

Beaucoup à dire aussi en marge de l'école, sur la situation des apprentis, ces sous-travailleurs d'entre les sous-travailleurs, ces jeunes super-exploités qui sont aussi ceux dont les conditions d'apprentissage sont les plus arbitraires. Et si avec la réforme en cours, on se propose de combattre des excès trop scandaleux comme le fait de ne rien apprendre du métier, le contrat d'apprentissage lui-même en tant que mode de formation professionnelle issu tout droit du XIX<sup>e</sup> siècle n'est pas mis en cause et il faut craindre que dans la crise (et faute d'une aide judiciaire aux PME) sa pratique soit favorisée : on est passé de 10.000 à 14.000 apprentis ces dernières années dans la partie francophone du pays.

Beaucoup à dire encore à un tout autre niveau, sur les séquelles préoccupantes de la crise de l'enseignement universitaire et de la recherche, tant en ce qui concerne l'accès à ces derniers que les conditions de prise de responsabilités par les jeunes de formation supérieure dans l'avenir socio-économique du pays. Un avenir sur lequel les milieux monopolistes projettent une lumière bien plus technocratique et élitaire que démocratique et centrée sur le progrès social. Et pour ne faire qu'évoquer ce que peuvent signifier les mots « droit à la parole » pour les élèves du technique et professionnel et les apprentis, on remarquera en ce qui regarde l'université, comme l'a souligné la CGSP, que le pouvoir excessif encore détenu par les professeurs au sein des services n'est pas seulement antidémocratique mais touche à la substance même de l'enseignement et de la recherche.

L'accroissement des échecs scolaires est avec le chômage un des symptômes les plus évidents de la faillite d'un système, un baromètre de l'angoisse que vivent des dizaines de milliers de jeunes devant la perspective d'être « recalés », « busés », « mofflés », avec tout ce qui s'ensuit. Le nombre d'élèves ayant une ou plusieurs années de retard est, dans l'enseignement général, de 27 % en première année, de 37 % en classe terminale. Dans le technique et le professionnel, ces chiffres sont respectivement de 60 % et 74 % (7). Le pourcentage de jeunes gens quittant l'école sans diplôme au delà du primaire est passé de 37 % en 1972, à 41 % en 1976 (8). Quand les chiffres eux-mêmes exagèrent, il faut bien se poser des questions...

On ne s'étonnera pas qu'en réponse à celle-ci : « qu'est-ce qui, en premier lieu, prépare le mieux à la vie ? », l'école ne recueille auprès des jeunes interrogés que 6,5 % (l'expérience personnelle venant première avec 54,6 %) (4). Encore faut-il voir à quelle vie il s'agit d'être préparé. On peut se demander d'une façon générale si non seulement l'école — particulièrement vulnérable à la régression sociale — est touchée dans ses moyens vitaux, mais si le rôle d'émancipation intellectuelle qui lui

revient n'est pas compromis par une politique qui a pour effet non pas de mettre *l'école dans la vie et la vie dans l'école*, mais de faire de celle-ci un lieu de conditionnement à une vie amoindrie; d'en faire l'école de l'acceptation de la crise et de l'austérité capitalistes, l'école de la marginalisation, une école-parking sur une voie sans issue.

Relevons enfin, dans une enquête de la « Libre Belgique » (9), un résultat qui laisse rêveur. A la question : « Pourquoi les échecs scolaires ? », parmi les sept réponses proposées (où l'on cherche en vain la trace de la crise et de la politique en matière d'enseignement), une majorité de Belges de plus de 18 ans répondent : l'éveil de la sexualité. Echo du mythe de la masturbation qui rend sourd, ou aveu implicite que l'adolescence trouve mal sa place dans notre société ?

## SILENCE, ON CHÔME

Il n'est pas besoin d'insister beaucoup sur l'aspect quantitatif du chômage des jeunes, manifestation la plus brutale, la plus choquante de la crise actuelle. Le nombre de jeunes nouvellement admis au bénéfice de l'allocation de chômage est passé de 7.706 pour l'année 1971 à 34.676 en 1978, avec une brusque aggravation en 1975 (10). Parmi les 96.076 jeunes chômeurs recensés fin 78, 35.633 (35 %) chômaient depuis plus d'un an. Cet hiver, le bonhomme Chômage est plus rebondi que jamais avec un cap des 300.000 largement dépassé. Parmi ce nombre — cela devient rituel de le dire —, un tiers ont moins de 25 ans. Les nouveaux notamment, ceux qui comme chaque année ont effectué leur « stage » de 75 jours d'inscription à l'ONEm après avoir terminé leurs études. Mais en dehors de ces heureux enregistrés, il y a tous les autres, ceux qui pour diverses raisons n'ont pas droit à l'allocation, les chômeurs partiels, les non inscrits, les exclus. Il y a aussi les « spitaelisés », ces travailleurs entre parenthèses qui restent chômeurs en sur-

Deux faits particulièrement inquiétants pour l'avenir apparaissent sur le fond dramatique du chômage des jeunes. Le fait qu'avec les non inscrits (dont des milliers d'élèves de certaines sections techniques et professionnelles, victimes d'une anomalie légale) et les exclus (30.000 pour l'ensemble des chômeurs en 1978), c'est *une masse de jeunes plus marginalisés encore* qui se développe. Le fait que dans ce processus, à la régression qu'engendre le chômage, ce facteur de désagrégation de toute la vie sociale, *s'ajoute la répression* : par la menace que le chômage constitue en soi (à l'entreprise, à l'école, en famille), mais aussi de plus en plus, avec les récentes modifications de la législation (l'article 143), par la menace d'exclusion du bénéfice de l'allocation qui pèse sur les chômeurs; façon de faire baisser les statistiques en aggravant dans le même temps les conséquences du chômage !

Parmi celles-ci, l'isolement moral, la crainte de s'exprimer, de se raconter (alors que l'ambiance des bureaux de chômage n'est déjà pas des plus communicatives), ne risquent-elles pas d'être accrues dès lors



qu'une « activité non rémunérée pour le compte d'un tiers » sera punissable si elle n'a pas fait l'objet d'une déclaration préalable au bureau régional de l'emploi? Va-t-on vers une situation où l'entraide sociale deviendrait un délit si elle ne passe pas par des formalités bureaucratiques? Où le souci de réagir aux effets moraux corrosifs du chômage serait passible de sanction? Cauchemar ou réalité de demain (mais dès aujourd'hui la traque aux chômeurs est un fait), on sent par où rue de la Loi souffle le vent et l'on se prend à penser que la « déshumanisation des rapports sociaux » revêt à notre époque un caractère ubuesque...

On remarquera que, si 25 % des jeunes chômeurs complets recensés n'ont qu'une formation scolaire primaire, les titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur sont désormais tenus, par l'article 124 modifié, d'accepter un emploi correspondant à un niveau d'étude secondaires.

La tendance existe à opposer dans la crise, de façon quelque peu schématique, telle catégorie de jeunes à telle autre. Or, si près d'un jeune Belge sur trois estime que sa vie sera plus difficile que celle de ses parents (11), cette conviction est la plus forte parmi les jeunes de 9 à 24 ans issus de couches sociales aisées. C'est là que souvent le décalage entre les aspirations traditionnelles et l'horizon de la crise est le plus abrupt.

On notera encore qu'à une époque où des signes d'émancipation sont perceptibles chez les jeunes filles (2) (4), le chômage qui touche parmi les moins de 25 ans une majorité de filles et s'est vu multiplié par cinq pour l'ensemble des chômeuses de 1969 à 1979 tandis qu'il doublait chez les hommes, risque évidemment de contrarier dans la vie quotidienne ce processus extrêmement positif.

Mais on veut ici souligner un autre aspect, fondamental, des problèmes soulevés par le chômage des jeunes. Minant la qualité de l'emploi, le chômage sert souvent de prétexte pour étouffer les aspirations de ces derniers à un *travail épanouissant*. Question qu'il serait faux à la fois vis-à-vis de la problématique de l'emploi et vis-à-vis des dangers de la marginalisation des jeunes, d'escamoter dans une optique purement quantitative de lutte contre la crise.

S'il est clair que les conséquences du chômage ne sont pas seulement matérielles, mais aussi morales, elles sont sous cet angle contradictoires. Bien des jeunes trouvent dans le chômage, tout au moins au début, une occasion de souffler, de « se retourner », de goûter des activités culturelles qu'ils ne pouvaient jusqu'alors pratiquer ou approfondir. Et pourtant, pour la plupart, le prolongement du chômage devient assez vite pénible, insupportable très souvent. Le chômage a aussi pour effet antagonique, que le travail est à la fois ce à quoi le jeune aspire pour sortir de l'impasse, et ce qui lui est opposé dans un climat de reproche moral, de suspicion et de mépris par l'opinion publique, par l'ONEm, par la famille souvent. Et s'il trouve un emploi, la pression sociale obsédante du chômage s'ajoute aux avatars d'un travail aliéné (emploi en dessous de la qualification, conditions pénibles, ou plus

généralement l'aliénation capitaliste du travail) d'autant plus éprouvants peut-être, qu'il avait espéré cet emploi et/ou qu'il craint malgré tout de le perdre.

En dépit du chômage ou peut-être, dans une certaine mesure, en raison même de ces situations contradictoires qui lui sont liées, on constate en tout cas que nombre de jeunes n'aspirent pas seulement voire pas essentiellement à « du travail », mais à un travail *autre*. Il nous semble du reste hasardeux, sans faire la part de cette aspiration plus ou moins confuse, de parler de rejet pur et simple du travail par des jeunes; et dans la mesure où c'est le cas, le phénomène est essentiellement imputable au capitalisme. On avancera l'idée que cette exigence qualitative primordiale de nombreux jeunes vis-à-vis du travail, contraire à la logique capitaliste de ce dernier et plus encore à la loi de la crise, ne saurait assez être prise en compte dans la lutte contre celle-ci. Peut-on oublier d'ailleurs ce que cette exigence doit aux effets du progrès scientifico-technique, avec la conscience des potentialités qu'il recèle, conjugués à ceux des progrès sociaux issus de la lutte des travailleurs ?

En réponse à la question : « Quelle est la qualité dont il faut tenir compte avant tout pour apprécier un emploi ? Quelle est la seconde qualité ? », on obtient (4) :

	1 <sup>e</sup> mention	2 <sup>e</sup> mention
— procure du plaisir et de la joie.....	38,2 %	19,8 %
— utile à la société.....	20,3 %	12,1 %
— bien payé.....	15,1 %	17,0 %
— en compagnie de bons camarades.....	5,5 %	22,1 %
— comporte de nombreuses décisions à prendre.....	6,6 %	9,5 %
— assorti d'une complète sécurité d'emploi....	3,9 %	8,6 %
— avec un bon patron.....	2,4 %	5,4 %
— assure une promotion rapide.....	1,5 %	2,9 %
— autres qualités.....	6,6 %	2,8 %

Témoignages que rejoignent ces résultats d'une autre enquête (12), en réponse à la question : « à quoi personnellement attachez-vous le plus d'importance ? » :

	Le pays	Les moins de 30 ans
— un travail avec la sécurité d'emploi.....	36,6 %	25,4 %
— un salaire élevé.....	6,2 %	8,8 %
— un travail qui plaît.....	54,7 %	64,8 %
— sans réponse.....	2,5 %	0,9 %

Relevons aussi qu'à la demande de citer parmi plusieurs problèmes ceux qui semblent les plus généralement préoccupants, les réponses à la première de ces deux enquêtes donnent « la pollution, le bruit, les menaces sur la nature » en deuxième place (54 %) après « l'avenir professionnel » (66,1 %). A celle de choisir entre plusieurs buts pour le pays dans les 10 ans à venir, les réponses à la seconde enquête donnent, chez les moins de 30 ans, « protéger l'environnement » en tête (32,1 %) avant « combattre la hausse des prix » (24,5 %) et « maintenir un haut niveau de croissance économique » (14,9 %).

De cette attitude témoigne aussi, peut-on penser, l'attrait des jeunes pour le « cadre spécial temporaire » qui même s'il organise l'instabilité professionnelle, concerne pour une part — en révélant à cet égard des besoins et des possibilités d'emploi — des types de fonctions à caractère socio-culturel dont les exigences qualitatives sont évidentes.

### **CRISE DE LA FAMILLE ET FAMILLE DANS LA CRISE**

Parler de « crise de la famille » appelle une nuance. Si comme on l'a dit, son rôle d'intégration sociale a faibli, il semble (2) (4) que pour beaucoup de jeunes elle apparaisse malgré tout — avec le surcroît de dépendance qui en résulte — comme un refuge devant la crise globale de la société (et ceci même si paradoxalement, face à ce même « monde fou », ils n'envisagent pas de gaieté de cœur la procréation). Malgré tout : pourquoi en effet nous cacherions-nous pudiquement l'influence castratrice que la famille continue souvent d'exercer comme l'un des moules de fabrication de citoyens conformes, comme cellule de consommation assujettie à la publicité, et comme, même si les choses évoluent, un obstacle à l'expression de la sexualité ? « Ça ne te mènera nulle part », « Ne réplique pas aux autorités », « Pour arriver ne compte que sur toi », « Tes études d'abord, tes amis ensuite », « Pas question d'amener ta bonne amie ici quand on n'est pas là », ... : autant de petites phrases qui évoquent assurément quelque chose pour pas mal de jeunes encore. On parle volontiers de la nécessité affective de la famille pour les jeunes, et certes il serait faux d'affirmer le contraire. Mais combien de familles ne sont-elles pas en fait des étouffoirs d'affection, des familles-hôtels où l'ennui est à la table ?

Considérations à tempérer bien sûr par le fait que beaucoup de parents d'aujourd'hui sont des parents jeunes, influencés peu ou prou par des conceptions éducatives moins rigides. Mais l'affaiblissement tendanciel du rôle de la famille, s'il implique une remise en cause du conditionnement évoqué ci-dessus, signifie aussi la démission éducative : « Fais ce que tu veux mais ne me demande plus rien ». Délicate question, du reste, que celle de la famille. Elle n'est pas que ce qu'on vient d'en dire. Elle vit, parfois douloureusement de part et d'autre, les contradictions sociales; et l'idéologie qu'elle diffuse souvent n'est pas essentiellement imputable aux parents. Elle joue, comme unité économique, un rôle dans la défense aujourd'hui cruciale des acquis sociaux. Il ne s'agit donc nullement de crier : haro sur la famille. Il y a certainement place pour une famille nouvelle, fondée sur des critères de relations sociales qui mettent comme on l'a dit pour l'école, la famille dans la vie et la vie dans la famille. Mais sans doute aussi pour des formes de vie communautaire qui peuvent être intéressantes, comme l'illustre le film : « Jonas qui aura 25 ans en l'an 2000 ».

### **LOISIRS, VIE SEXUELLE : « TEMPS AUTRE » ET AUTRES TEMPS**

Les limites de notre propos nous obligent à condenser à l'extrême les problèmes, divers entre tous, des loisirs de la jeunesse. Problèmes cependant non moins essentiels, derrière la connotation de légèreté que rend le terme de « loisirs », que ceux de l'école et de l'emploi qui s'y

trouvent d'ailleurs reflétés, différés ; problèmes d'un « temps autre » et de la recherche d'« autre chose », auxquels la crise ici aussi confère une dimension nouvelle. Les loisirs des jeunes sont tout à la fois une question de lieux, de coûts, de motivations à telle ou telle forme de loisir, de contenus aliénants ou désaliénants. Et l'on ne peut sous-estimer ce domaine de la vie où la marginalisation peut être accentuée, mais aussi combattue.

En ce qui concerne d'abord la vie sexuelle des jeunes, il convient de souligner qu'il ne s'agit pas d'une question politiquement accessible, d'une affaire « privée » mais bien d'un droit fondamental de la personne humaine. Un droit dont l'affirmation est d'autant plus importante du point de vue des jeunes que la sexualité revêt pour eux-ci, autour de la puberté, des aspects spécifiques évidents qui conditionnent en cette matière toute leur existence d'hommes et de femmes avec les conséquences que cela peut avoir dans les autres domaines.

Nous n'en sommes certes plus aux temps du sexe-tabou, où la façon de poser le problème se réduisait au mieux à parler de « faire des bêtises » : tout indique que l'émancipation sexuelle des jeunes, sur le plan des mentalités de ceux-ci en tout cas, est de plus en plus un fait (2) (4), en regard duquel « il n'est réservé qu'aux Tartuffe de s'adonner à une indignation débauchée » (Ernst Fischer). Ce n'est pas pour autant que tout obstacle a disparu. On se bornera à remarquer ici que c'est à l'âge où les pulsions sexuelles sont les plus puissantes que malgré l'évolution, les jeunes ont le moins de latitude sociale et surtout de possibilités concrètes, de temps et de lieu, de les libérer dans des conditions physiquement et psychiquement satisfaisantes. Cette remarque vaut pour les minorités sexuelles. On notera que si nombre de jeunes déclarent « être revenus » de la liberté sexuelle, il n'y a rien là de bien surprenant, à moins de croire que sexe et société sont séparables et que la vie affective, même si elle peut aider à affronter les contradictions sociales, n'en présente pas le reflet et n'en subit pas le poids. La solitude à deux est sœur de la solitude de masse.

Nous retrouvons ce dernier thème d'une façon générale dans la manière dont les jeunes vivent leur temps de loisirs. Ces loisirs s'intègrent pour la plus large part dans le vaste marché commercial que constitue la jeunesse ; c'est dire que les besoins essentiels de celle-ci n'y trouvent le plus souvent qu'une satisfaction superficielle et sont l'objet d'une récupération idéologique d'autant plus massive qu'est grande la capacité du capitalisme « consommationniste » de pomper à toutes les sources. La société des dancings fonctionne comme une soupe de la société tout court, la pression sociale liée à une culture de l'abrutissement s'y exerce en force, les conditions d'un dialogue véritable entre jeunes y sont passablement réduites. Du temps à tuer au temps de vivre, la marge est grande.

Et pourtant, même si cet « autre chose » poursuivi dans le temps des loisirs est le plus souvent aliénant, n'est en somme que la même aliénation vécue sur d'autres modes, ce « temps autre » ouvre aussi un

champ d'expression privilégié à la révolte latente d'une partie de la jeunesse. On songe au phénomène du rock, cette musique issue de la société urbaine et renvoyée contre ses murs, réponse musicale violente à la charge de violence que porte la vie sociale, recherche aussi d'autres valeurs à cette vie, d'autres formes de sociabilité, plus libres, plus fraternelles. Notons ici la place de loin prépondérante qu'occupe la musique dans les loisirs de la jeunesse et l'expression culturelle de ses révoltes :

*(...) Les concerts remplissent ainsi de nombreuses fonctions : participation immédiate au même événement (« happening »), rôle d'identification pour une même génération, possibilité d'extérioriser ses sentiments, dévouement, communion aux mêmes sentiments » (4).*

Un problème important surgit à ce propos, celui de la mise à la disposition des jeunes des moyens matériels — tels qu'infrastructures pour l'organisation des fêtes — de vivre cette recherche d'identité. Problème qui soulève à son tour celui des limites qu'impose à l'expression démocratique notre « libre » société : voir les incidents du Millénaire de Bruxelles...

Quant au domaine du sport, si les possibilités de le pratiquer sont relativement nombreuses dans notre pays, on peut se demander — beau sujet de débat pour une année olympique — dans quelle mesure cette pratique est effective compte tenu du peu de place que lui réserve l'éducation, et aussi quelle est l'influence sur les conditions de la sportivité des jeunes, de cette autre forme de la loi du plus fort qu'est l'idéologie du record.

Le chômage accroît évidemment l'importance, quantitative et qualitative, du problème des loisirs pour les jeunes voués à l'inactivité quotidienne, et la crise de l'emploi rejoint sur ce terrain celle de l'école et les carences de l'éducation familiale. Les activités culturelles et l'initiation artistiques supprimées dans l'enseignement, combien de jeunes seront-ils motivés à chercher la culture ailleurs si l'on apprend que :

*« (...) en réponse à la question sur leurs attentes à l'égard de leur enfant, 3,3 % des parents seulement mentionnent la créativité et la curiosité intellectuelle en premier lieu, et 4,2 % en second lieu, et que cette qualité arrive en 9<sup>e</sup> place dans une liste de 14 ? ». (4)*

Que dire encore des Maisons de jeunes et de leurs conditions de survie, de leur situation de dépendance vis-à-vis des pouvoirs, du nombre dérisoire de ces structures d'accueil des jeunes par les jeunes, en regard de l'ampleur des besoins ? Réflexion qui s'ouvre aussi sur le rôle spécifique des « animateurs », ses contradictions et potentialités, sur la place et les formes de l'animation socio-culturelle dans la lutte contre la marginalisation des jeunes.

#### **AUX EXTRÉMITÉS DE LA MARGINALISATION : VIOLENCE, DROGUE, SUICIDE**

Il reste à évoquer avant de tirer quelques conclusions, les conséquences extrêmes de ce contexte de crise profonde et prolongée qui compromet les conditions de l'insertion sociale des jeunes.

La violence des jeunes n'est pas un phénomène propre à notre siècle, pourra-t-on dire. Il n'en est pas moins évident que la crise actuelle donne à ce problème, même si dans notre pays son aggravation n'est pas encore massivement sensible, une signification, des répercussions préoccupantes à long terme, tant au plan social qu'idéologique et politique. au niveau même de la démocratie.

Mais une remarque s'impose lorsqu'on parle de « violence des jeunes », comme si le problème premier et fondamental n'était pas celui de la violence de la société sur les jeunes. Mise à l'écart de ceux-ci, isolement social et vide des valeurs ont pour suite logique dans certaines conditions la formation de « bandes » avec leurs codes distinctifs, leurs structures parallèles. On peut dans d'autres cas voir naître d'une révolte sans horizons, parées des blasons ambigus de l'« avant-garde », des formes plus politiques de la violence des jeunes, dont les événements de Bologne en Italie sont un exemple à méditer. Mais surtout redoutable en dernière analyse est l'engrenage global de la violence dans la société, avec pour corollaire un conditionnement à l'omniprésence des formes de répression. Et l'on sait que celles-ci qui peuvent à l'occasion être à la source de la violence, spécialement dans un contexte émotionnel comme celui que crée un grand rassemblement de jeunes, ne sont pas toujours inspirées par le souci de défendre l'ordre démocratique.

Il serait intéressant d'analyser en quoi le contexte urbain, plus dés-humanisé, où la marginalité des jeunes est plus massive, est particulièrement propice à cet engrenage. En quoi les mass-media, en mettant en exergue voire en exagérant la violence des jeunes, peuvent par le fait même jouer un rôle dans ce processus et favoriser le développement du « racisme anti-jeunes ».

Rôle aussi de la violence « protectrice » que subissent toujours les « enfants du juge » : cette marginalité institutionnalisée qu'est le « placement en institution ». S'il faut espérer que les quelque 35.000 jeunes concernés verront leur situation s'améliorer avec la réforme annoncée, si la nécessité d'une « démarche éducative en milieu ouvert » s'énonce clairement, il est permis de douter que les crédits pour le faire arrivent aisément.

Autre fruit toxique de la marginalisation : la drogue. Parmi les données de ce problème complexe figurent tout d'abord les ambiguïtés de la définition du mot. Il est remarquable que celui-ci évoque d'abord des produits consommés principalement par des jeunes et non pas l'alcool, le tabac et toute une gamme de produits pharmaceutiques qui pour être socialement tolérés n'en sont pas moins nocifs, sinon plus (13). On pourrait réfléchir en outre à la fonction d'évasion que jouent l'abus de la télévision — dont les méfaits neurologiques sont démontrés, pour ne pas parler des contenus des programmes — ou la vitesse sur la route.

Sans prétendre circonscrire en quelques lignes cet angoissant et délicat problème, nous avancerons que d'une part, il ne peut être question de faire l'apologie de la drogue, que d'autre part la répression des

consommateurs ne résout rien, tout au contraire : car outre qu'elle crée l'attrait du fruit défendu, elle entraîne un danger de répression plus large comme à l'occasion de concerts et de fêtes, un danger de mise en fiches de jeunes et de pressions policières sur ceux-ci ; elle favorise le discrédit de la jeunesse dans l'opinion et l'utilisation politique du problème ; elle entretient le climat et les abus du marché noir. La question est posée dans la vie, et on ne la tranchera pas ici, de savoir si la légalisation des drogues douces sous la responsabilité de l'Etat, associée à un contrôle médical et à un débat organisé notamment dans les écoles sur les causes et les effets du phénomène « drogue », ne serait pas une meilleure solution qui permettrait de mieux combattre à la fois le mal et ceux qu'il enrichit.

Quelques mots enfin sur la question particulièrement pénible du suicide des jeunes. Celui-ci tient en Belgique la deuxième place après les accidents dans la mortalité des jeunes de 15 à 24 ans et le nombre des suicides ainsi que celui des dépressions augmentent (4). Encore s'agit-il de suicides officiellement enregistrés. Quelle que soit la complexité des causes possibles de suicide, cette tendance est assurément le reflet d'une plus grande vulnérabilité des jeunes devant la vie, surtout si l'on en juge d'après la situation dans d'autres pays : la RFA où plus de mille élèves se suicident chaque année, le plus souvent après avoir reçu leur carnet scolaire et où des comités pour une humanisation de l'école se sont constitués en conséquence (14), les USA, le Japon. Et l'on parle de plus en plus de suicides d'enfants. Peut-on devant de tels faits, parler encore de la « chance » d'être jeune ?

## **QUELQUES PISTES POUR CONCLURE : LES JEUNES, UNE AUTRE DIMENSION DU COMBAT DÉMOCRATIQUE**

On l'a vu : la jeunesse ne peut plus être considérée comme une simple masse à éduquer, elle est devenue un « acteur historique » auquel la crise actuelle confère nécessairement un rôle de premier plan. Elle doit de ce fait être considérée par les démocrates comme un interlocuteur politique majeur, jusques et y compris dans ses incertitudes, ses attitudes déconcertantes, tout ce qui chez elle révèle à la fois un désarroi profond avec les dangers qui y sont liés, et la montée plus ou moins confuse d'aspirations libératrices réelles. C'est toute la société qui est en cause. Les jeunes, non seulement comptent humainement et politiquement, mais leur avenir n'est-il pas ce qui compte le plus ? Or l'avenir a mal commencé.

Un objectif premier est de régler sérieusement le problème fondamental de la majorité non seulement politique mais aussi et peut-être plus encore, civile, des jeunes dès 18 ans. On ne peut plus accepter que dans notre pays, à notre époque et devant les périls de la crise, les jeunes restent des citoyens de seconde zone. Les conditions légales doivent être créées pour mettre fin aux humiliations multiples qui découlent de cette situation (15).

Certes, les mentalités ne changeront pas du jour au lendemain. Mais au moins « l'intention du législateur » doit-elle être claire... et suivie d'effets. Acceptons à cet égard — sous réserve de suites concrètes et donc financées — les bons augures contenus dans les orientations de la politique en matière de jeunesse tracées par le ministre Hansenne et adoptées par l'exécutif de la Communauté française. Encore qu'il soit à regretter que le ministre, dans ses orientations, n'ait pas suffisamment tenu compte des propositions concrètes formulées par le Conseil de la jeunesse d'expression française (16), regroupant une centaine d'organisations.

A propos des organisations de jeunesse, on ne soulignera jamais assez comme l'a fait le C.J.E.F., la situation de véritable sous-développement infrastructurel où elles sont trop souvent confinées en regard des tâches immenses et difficiles qui découlent de leur rôle de « mouvements de jeunesse » — donc de structures d'accueil, de formation et d'éducation —, en regard aussi des objectifs sociaux, politiques et culturels que nombre d'entre elles se fixent face à la crise, et compte tenu de la « rotation » plus rapide de leurs effectifs et de leurs cadres. Les organisations de jeunesse les plus combatives, les plus présentes dans les luttes des jeunes ont, chacune, eu à subir lourdement ces difficultés ajoutées au contexte de « démobilisation » des masses de la jeunesse que nous avons tenté de dépeindre. Et si ici encore il faut acter — sous la même réserve — du contenu positif du projet de décret fixant les conditions de reconnaissance et de subsidiation des organisations de jeunesse, il faut bien se dire que c'est peu de choses en regard des besoins et que les 20 détachés de l'enseignement supplémentaires qui pourront être mis à la disposition de ces organisations seront 20 cadres jeunes de plus qui auront l'occasion d'être confrontés aux difficultés évoquées plus haut. On attend d'autre part avec intérêt la concrétisation de l'idée, éminemment positive, de mettre des locaux scolaires à la disposition de groupes de jeunes.

Tout ce qui a été dit plus haut sur la « démobilisation » de la jeune génération — la « bof generation » — ne doit pas en effet nous conduire à sous-estimer le rôle des organisations de jeunesse y compris politiques, tout au contraire, ni les potentialités de lutte de la jeunesse, qui sont grandes. Cela pose certes pour ces organisations des problèmes d'objectifs et surtout de formes d'action résolument nouvelles, le problème des résultats perceptibles et du contenu humain immédiat des actions engagées. Mais on avancera que l'action des mouvements de jeunes revêt y compris du point de vue du monde politique « adulte » une importance capitale, non pas pour des raisons d'esprit de boutique des familles politiques soucieuses de leur « clientèle » jeune, pas même uniquement pour promouvoir « par le bas » une politique de la jeunesse en termes de revendications catégorielles, mais parce que dans la période de crise que nous traversons, il importe *que soit revitalisé*, dans l'expérience vécue des jeunes générations, *le tissu démocratique de notre société*. La réalisation de cet objectif dépendant bien sûr aussi (mais les mouvements de jeunesse ont un rôle à y jouer) de la réponse à



donner à la question des droits démocratiques des jeunes dans les institutions, à l'école en particulier.

Les problèmes de la jeunesse regardent au premier chef le mouvement ouvrier. S'il a été tant insisté dans ces pages sur la notion d'aliénation, sur la dimension morale des problèmes, c'est parce que c'est au niveau de la jeunesse que nous pouvons le mieux constater que la crise que nous vivons n'est pas seulement économique et « structurelle », mais aussi culturelle et « superstructurelle ». En un mot, « organique ».

On ne peut s'étendre ici sur la notion d'« hégémonie » liée à la nécessaire prise en charge à tous les niveaux, face à cette crise « organique », des destinées de la société par la classe ouvrière et les forces démocratiques qui partagent son combat. Mais il nous apparaît que la jeunesse est un facteur déterminant dans un tel processus et que, si la démocratie est le « terrain décisif de la lutte des classes », la lutte contre la marginalisation de la jeunesse est une dimension essentielle du combat démocratique. En d'autres termes, c'est l'une des pierres de touche du projet eurocommuniste. « Une véritable incompréhension de cet engagement pèse encore trop », soulignait Massimo d'Alema (5) à propos du rôle des organisations de jeunesse dans son pays.

Il ne s'agit donc pas d'une simple question de solidarité avec la jeunesse en difficulté, mais d'une question de stratégie. Le processus de marginalisation des jeunes, commun à tous les pays capitalistes développés, lié à celui du rétrécissement des bases productives, à celui de l'obscurcissement de l'horizon moral de la société, touche aux enjeux les plus essentiels de la lutte du mouvement ouvrier et démocratique.

### **« DU BONHEUR ET RIEN D'AUTRE » OU LA VIE IMMÉDIATE**

C'était le but de cet article d'y faire réfléchir, et d'avancer aussi que dans la recherche d'une alternative à la marginalisation, nous ne pouvons, à moins de risquer de voir toute une partie de la jeunesse se retourner contre le mouvement ouvrier ou tout au moins se couper de lui, nous contenter d'une approche principalement quantitative, même si elle est saupoudrée de qualité de la vie et d'écologie, des problèmes dramatiques de la crise de l'emploi : « il y a autant de chômeurs, il faut créer X postes de travail, y affecter tel budget ». Et à cette idée s'ajoute celle-ci, que les préoccupations qualitatives aiguës de nombreux jeunes devant l'existence, leur allergie à une certaine idéologie productiviste, posent non seulement, à terme, le problème d'un choix de société, mais aussi celui d'un choix de socialisme. Il ne s'agit pas seulement de liberté d'expression, mais de tout ce que le socialisme porte d'espérance d'une libération humaine dans tous les domaines de la vie individuelle et publique.

Il s'agit, dans l'optique d'une liaison dialectique des luttes « quantitatives » et « qualitatives », d'une politique « en grand et en petit » (17), d'un débordement du terrain si important soit-il du combat parlementaire, — d'élaborer des modes d'action capables, notamment sur le ter-

rain majeur des loisirs de la jeunesse, de rendre sensible à celle-ci le lien nécessaire entre le vécu et le politique. Un exemple intéressant de tels modes d'action nous est donné par l'initiative « rock against racism » menée avec succès en Grande-Bretagne. Comment en effet « politiser les luttes » au niveau de la jeunesse, comment même développer ces luttes, sans *vitaliser les raisons de lutter*, sans mieux lier les formes et les contenus de la lutte à la vie ? Il faut pour cela ne pas négliger les moments de la vie quotidienne où, tentant d'échapper aux mécanismes qui font de lui un simple rouage (18), le jeune ouvrier, le jeune étudiant est sensible à l'appel « d'autre chose ». C'est là, nous semble-t-il, une piste fertile pour, face à la crise et à la vie grise, *apparaître à la jeunesse comme une force de contestation*.

Ceci est d'autant plus vrai qu'un très grand nombre de jeunes sont non seulement dégoûtés de la « politique politicienne » et ses magouilles mais rendus étrangers, par l'effet de repoussoir de celles-ci comme par les modes de vie de la société de consommation, à toute action organisée. Réalité qui devrait inciter les forces politiques socialistes et chrétiennes liées au mouvement ouvrier à prendre conscience des effets désastreux que pourraient avoir à long terme l'imbroglio de la vie politique gouvernementale de ce pays et la soumission de leurs représentants au gouvernement à une politique de gestion capitaliste de la crise et de pourrissement communautaire susceptible de rendre condamnable aux yeux des masses de jeunes l'idée même de participation à un gouvernement, voire de faire de ces jeunes des opposants potentiels à une action gouvernementale progressiste. Est-il garanti d'autre part que dans ce contexte, la jeune gauche ouvrière évitera les pièges d'un radicalisme manichéen au bénéfice d'une conception dialectique de la lutte des classes dans les conditions de notre époque et de notre société ?

Il s'agit encore de mettre sur pied des instruments de participation démocratique des jeunes à la vie de l'école, de la commune, de la région, de la caserne, de développer le rôle spécifique des organisations syndicales de jeunesse à l'entreprise, de réfléchir aux possibilités de motivation et d'organisation du « public » des bureaux de chômage où la démobilisation des jeunes s'avère particulièrement pesante. En ce qui concerne l'école, le problème est posé de l'existence d'organisations indépendantes des lycéens, élèves du technique et professionnel et étudiants du supérieur, capables non seulement de capitaliser les luttes mais de jouer un rôle de services dans les domaines les plus divers. Tâche immense. Du côté du secondaire, on avancera ici qu'en dehors de l'hypothèse illusoire du surgissement spontané et impétueux d'une telle organisation, ce serait la tâche des mouvements de jeunesse progressistes d'envisager en commun cet important problème. Du côté universitaire, si l'embryon à vrai dire encore assez bureaucratique d'une telle structure existe en régions francophones, il s'agit de sensibiliser peu à peu, dans l'action et l'information, le monde étudiant à son développement.

Il s'agit au total, non seulement de reconnaître la jeunesse comme majeure mais de lui confier les moyens d'exercer ses responsabilités. Et certes il serait faux et dangereux de désespérer d'elle. Les jeunes ont malgré tout prouvé plus d'une fois et sur des terrains divers qu'ils savent se battre et sont capables de comprendre, dans l'action, beaucoup de choses en peu de temps. Les 13 organisations qui ont participé en avril 78 au « Tribunal des jeunes contre la crise et le chômage » ont montré par cette action unitaire, même si elle n'a pas eu d'influence de masse, que les jeunes peuvent surmonter plus facilement que leurs aînés les clivages traditionnels. La jeunesse a prouvé récemment, confirmant les enquêtes, sa sensibilité au problème des dépenses militaires et du désarmement. Elle est porteuse de valeurs et aspirations nouvelles telles que l'écologie et l'autogestion. Elle témoigne d'un souci aigu de la liberté individuelle, clé de cet *épanouissement* qui revient comme un leit-motiv (4). Et les lycéens qui l'an dernier, marchaient par milliers contre les 32 heures, c'est-à-dire contre une diminution de la durée des cours, montraient par là-même — la part faite du ras-le-bol — un sens politique élevé même si on était loin du raz-de-marée de 1972 contre la suppression du sursis militaire. Ceux et celles de Salik, RCA et autres aussi bien que les jeunes cadres spéciaux temporaires ont illustré leur volonté de défendre leur emploi ET sa qualité.

Concluons sur ces mots qu'il ne s'agit plus de se contenter de promettre aux jeunes des lendemains qui chantent, ni même de les mobiliser pour ces lendemains, mais de leur permettre de faire dès aujourd'hui chanter la vie dans l'action pour la changer. Et craignons quels lendemains se préparent pour le type de société hautement développée que nous connaissons, si l'on ne prend pas suffisamment en compte cet autre « problème de l'énergie » qu'est le problème de la jeunesse.

(1) « Problèmes de la jeune génération », La Cité, éditeur, Lausanne, 1968.

(2) « La parole aux jeunes », Cahiers du JEB, 6, 1976.

(3) Michel Lambert, op. cit. L'auteur se demande si ces caractéristiques, dont résulte aujourd'hui un « impressionnisme sceptique », ne risquent pas d'engendrer un jour un « appel à la certitude incarnée par l'autorité ».

(4) R. Reszohazy, « Les jeunes, leurs parents et leurs professeurs. Valeurs et comportements », U.C.L., Service de diagnostic social, cahier n° 5, 1979. Sans déprécier l'intérêt de cette étude fouillée, on relèvera chez l'auteur certains postulats idéologiques : ainsi, lorsque mettant dans un même sac mouvements d'extrême-gauche et d'extrême-droite sans distinguer une autre gauche, il cite parmi les traits qui leur sont communs, à côté d'éléments indéniables comme le mépris de l'expérience, à côté de notions aussi floues que l'enthousiasme et l'émotion, ... l'orientation anticapitaliste !

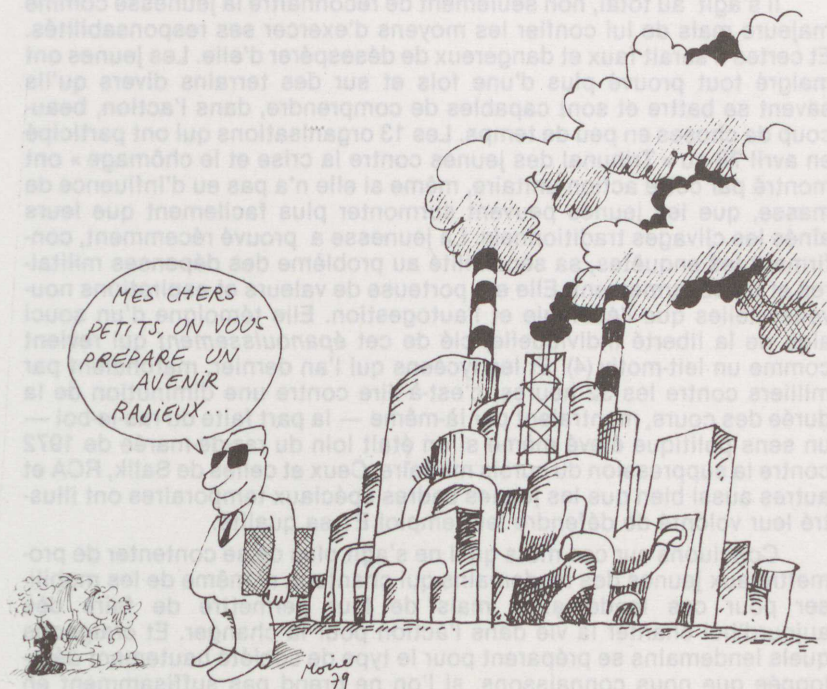
(5) Repris dans « La Nouvelle Critique », mai 1977.

(6) Cf. le compte-rendu dans « Faits et arguments » de la « Journée école-emploi » organisée par le PCB le 14/1/1978.

(7) Direction générale de l'organisation des études, annuaire statistique 1974.

(8) « Le Drapeau rouge », 11 mars 1978.

(9) 21/12/1979.



- (10) ONEm, rapports annuels.
- (11) « Le Monde du Travail », 13/9/1977.
- (12) « En direct », mensuel du PSB, juin 1979.
- (13) Voir le reportage de J.P. Keimeul dans « Le Drapeau rouge », 8-12/9/1979.
- (14) « La Wallonie », 30/7/1978.
- (15) Voir à ce sujet : « Vos droits de 14 à 25 ans », édité par le CJEF et « Infor-jeunes », 1978.
- (16) CJEF, 78, gal. Ravenstein, 1000 Bruxelles.
- (17) Cf. Pietro Ingrao, « La politique en grand et en petit », Ed. Maspero, Paris, 1979.
- (18) Cf. P. Ingrao, op. cit., pp. 91-92.

PHILIPPE MOINS

# Réflexions sur Paris-Moscou

L'exposition Paris-Moscou a fermé ses portes en novembre 79 à Beaubourg pour les rouvrir cette année à Moscou à l'occasion des Jeux Olympiques. C'est sans nul doute un des événements culturels marquants de ces dernières années, d'autant qu'il clôture une série d'expositions prestigieuses (Paris-New York et Paris-Berlin).

Événement marquant en lui-même, et par les réactions multiples qu'il a suscitées à chaud. Aussi parce que son impact va sans doute se prolonger, en alimentant un débat et une réflexion où il sera nécessaire d'écarter les idées reçues et les anachronismes que véhiculent, par la force des choses, des polémiques dont l'enjeu politique brûlant montre à la fois l'intérêt mais aussi les pièges, pour ceux qui tentent d'éclairer sans a priori une période de l'histoire de l'art et de l'histoire.

On l'a dit, un nombre impressionnant d'œuvres et de documents mal connus ou même inédits se sont retrouvés sur les plateaux du centre Pompidou et ont permis à un large public, voire aux spécialistes, de découvrir des toiles, des dessins, des projets entourés, non sans les dénaturer, d'une aura qu'avait accrue le silence inadmissible des uns et le bavardage de quelques autres : la plupart des œuvres abstraites, modernistes présentées au public sortent directement des « enfers » auxquels les historiens d'art soviétiques eux-mêmes n'ont pas toujours eu accès.

En acceptant que sortent au grand jour les réalisations de l'avant-garde du début du siècle, les plus hautes instances culturelles de l'URSS semblent considérer ne fût-ce qu'implicitement que celle-ci fait partie intégrante du patrimoine culturel soviétique.

On imagine assez mal qu'après les feux d'une telle exposition, toutes ces œuvres retombent dans les oubliettes d'une histoire bien souvent raturée et réécrite par des thuriféraires amnésiques.

Ceci nous amène à l'autre aspect de Paris-Moscou : Au-delà d'une ouverture qui doit réjouir tous ceux qui espèrent que la vie culturelle soviétique s'épanouisse sans entraves, il est bon de s'interroger sur les motivations et les limites de celle-ci, sur les interprétations qui en ont déjà été faites, dans des intentions diverses. Non par souci malin de « chercher la petite bête », mais parce que ces questions peuvent aboutir à une vision plus complète de ce qui a été réalisé au travers de Paris-Moscou, et de ce qui reste à faire.

Il semble que pour une certaine catégorie d'historiens, Paris-Moscou est apparu comme une infirmation gênante de leurs thèses les plus chères : à ceux qui veulent prétendre que la révolution bolchévique a étouffé dès ses débuts un immense foisonnement artistique qui aurait trouvé dans la société tsariste un terreau particulièrement fertile ou un délicieux cocon, au choix, l'exposition oppose la diversité des recherches et des initiatives qui dans l'esprit des artistes non conformistes liaient l'énorme appel d'air né des remises en question de l'académisme aux bouleversements socio-politiques. Que l'art avant la révolution ait été plein de promesses, et que la peinture de chevalet ait dit des choses essentielles avant 1917, nul ne songe sérieusement à le contester. Pourtant, si l'on admet qu'un des apports essentiels de l'avant-garde russe puis soviétique au chorus international réside dans son souci de sortir l'art de son ghetto pour le faire participer aux préoccupations d'une société nouvelle, pour façonner un « homme nouveau », force est de reconnaître que c'est sous l'impulsion de la révolution qu'un grand nombre d'initiatives ont été rendues possibles, non parce qu'elles furent dotées d'un appui technique ou économique efficace, loin s'en faut, mais parce que les conditions humaines, morales, psychologiques de cette grande expérience n'ont pu voir le jour qu'en symbiose avec le bouleversement politique. Ceci au moment où en Europe occidentale les avant-gardes sont rejetées en bloc et prêchent dans un désert plus ou moins vaste avant qu'une bonne partie d'entre elles soit récupérée à des fins technocratiques (architecture et arts appliqués) ou rentabilisées et réduites par la bourgeoisie au rôle d'« animaux de cirque », comme les appelle Claude Frioux.

Que les rapports entre les multiples courants artistiques et le pouvoir politique n'aient pas été dépourvus de tensions et qu'il y ait eu des oppositions violentes entre des attitudes parfois irréductibles, c'est l'évidence. Le jusqu'aboutisme idéaliste, voire mystique d'artistes révolutionnaires se conciliait mal avec le pragmatisme étroit des apparatchiks, le sectarisme du Proletkult ne pouvait que s'opposer à un cubo-futurisme très préoccupé d'obtenir lui aussi une sorte d'hégémonie en matière artistique.

Il faut voir dans ces conflits virulents le résultat d'une situation fiévreuse où toute divergence tendait à s'exacerber. Ces temps d'enthousiasme furent parfois ceux de l'intolérance et de la naïveté. Le fait que la diversité des tendances ait été constamment menacée de l'intérieur par les rivalités personnelles ou politiques, a sans doute contribué,

avec le fossé réel qui existait entre les idées de l'avant-garde et une population peu formée, à une « normalisation » qui enleva à l'art comme au politique leurs marges de manœuvre critiques respectives, pour aboutir à l'encroûtement et à la sclérose d'un pompierisme se proclamant d'autorité proche des masses et de leurs aspirations. Au savant dosage d'un Lounatcharski dont le pluralisme était décrié par de nombreux artistes plongés dans leur quête d'absolu, ont succédé à un rythme de plus en plus précipité des mesures, qui ont fait de l'URSS après 1930 un étouffoir où des artistes qui avaient rejoint la révolution eurent le choix entre l'exil et le suicide, puisqu'ils faisaient partie de ce que Jdanov appela « la honte de la culture soviétique ». Ce qui ne doit pas occulter pour autant le nombre de créateurs qui continuèrent à travailler, il est vrai au prix de concessions à un pouvoir dont le chef de file, Joseph Staline, éprouvait quelque admiration pour... Arno Brecker (1).

Tout cela, Paris-Moscou l'évoque, sans le montrer : au visiteur occidental averti d'opérer les raccords, et de reconstituer au travers des œuvres exposées cette étonnante démarche d'un Commissariat à l'Instruction publique qui tente de rompre l'isolement du pouvoir bolchévique par rapport aux intellectuels, et se penche avec attention sur la culture dans tous ses aspects, de l'alphabétisation à la recherche.

Malgré les affinités personnelles de la plupart des dirigeants bolchéviques, le « Narkompros » (2) accorde son soutien aux recherches les moins conventionnelles et refuse de trancher en faveur d'une tendance au détriment des autres, tout en se consacrant au problème de la préservation des œuvres du passé, ce que ne lui pardonnent pas des futuristes partisans de la « solution finale » pour la culture bourgeoise et singulièrement totalitaires dans leur souci de façonner l'homme nouveau, l'homme-machine...

Très tôt, le pouvoir soviétique se préoccupe de préserver le patrimoine comme en témoigne un Louis Réau par ailleurs rétif à l'art moderne et au crédit que lui accordent à ce moment les Soviétiques.

L'aspect contradictoire et polymorphe de la réalité de l'époque n'a pas empêché certains de réenfourcher de vieux chevaux (3) à l'occasion de l'exposition en isolant des faits pour ensuite les monter en épingle, ce qui permet aux uns d'affirmer que 1917 a vu une destruction massive des témoignages historiques au nom d'un avant-gardisme terroriste soutenu par un pouvoir inculte, aux autres de décréter que la même avant-garde fut brimée dès les premiers pas d'un pouvoir bolchévique tout entier dévolu à un académisme investi de nouveaux contenus.

La réalité a déjà beaucoup souffert de ces réductions et de ces contrevérités et le long silence soviétique n'a rien arrangé en contribuant à une sous-information dont les historiens d'art occidentaux sor-

(1) Cf. Jean-Michel PALMIER : *Lénine, l'art et la révolution*, Paris, Payot 1975, p. 24.

(2) Narkompros : Commissariat à l'Instruction publique.

(3) On lira avec profit le n° 39 de *Recherches* (octobre 79), consacré à « l'autre face de Paris-Moscou », où d'excellentes critiques côtoient les raccourcis les plus irritants.

tent à peine, lorsqu'ils le veulent bien. Avant guerre, l'officialité académique régnant en maître en URSS, l'on n'hésitait pas dans nos pays, à calquer le fameux « kulturbolschewismus » cher aux intellectuels de droite allemands en attribuant l'étiquette « bolchévique » à toutes les expériences modernistes, architecturales ou autres qui avaient vu le jour en Allemagne, en France et ailleurs.

Une des conséquences de ces clivages artificiels est l'étonnant vide critique qui préside aux commentaires sur l'avant-garde de cette époque dans ses implications sociales. Le fait que de part et d'autre le modernisme ait été brimé par l'incompréhension ou par les « retours à l'ordre » suffit à le parer de toutes les vertus aux yeux d'un grand nombre de commentateurs, ce qui a pour triste conséquence de différer la critique de l'utopie moderniste dans ses implications architecturales et urbanistiques.

Sans doute ne pardonnera-t-on pas à Paris-Moscou d'avoir confirmé « en grand » ce que l'on savait déjà, grâce notamment aux travaux de Jean-Michel Palmier ou d'Anatole Kopp : la profonde vitalité de l'art avant et après la révolution, les rapports étroits mais non réductibles à quelque interprétation mécaniste qu'entretenait l'un avec l'autre, d'autant qu'avant 1917 il y a des liens à établir entre la poussée des nouvelles idées sociales et les remises en cause de l'esthétique et du statut de l'art telle que commencent à les pratiquer les artistes dans un mouvement qui balaie l'Europe entière.

Cependant, Paris-Moscou a suscité une série de contestations nécessaires, de la part de nombreux intellectuels et artistes qui se sont sentis frustrés à juste titre par une telle exposition. Celle-ci n'aurait pas dû se limiter à une accumulation plus ou moins réussie d'œuvres appartenant à toutes les disciplines (arts plastiques, architecture, cinéma, littérature, scénographie, arts industriels, musique, ...), elle nécessitait une mise en contexte dont l'importance peut difficilement être niée. Or, comme l'a constaté Claude Frioux dans la Nouvelle Critique : « ... *Par comparaison, avec le remarquable Paris-Berlin, on est frappé par la non-figuration de toute réalité sociale, politique, économique qui a baigné cette époque et sur laquelle existent tant de documents visuels saisissants.* » (4).

Ainsi, pour ne s'en tenir qu'aux « personnages », derrière la figure légendaire de Lénine, on cherchera en vain des allusions aux dirigeants de l'époque, qu'ils soient ou non disgraciés depuis ; Boukharine, Trotsky, Staline sont des fantômes pour Paris-Moscou.

Cette absence de références à l'histoire peut donner à penser que cette exposition n'est qu'une suite de morceaux de bravoure débranchés de la réalité et aboutissant à ce paradoxe : les collaborateurs français de l'important catalogue édité pour la circonstance sont à peu près

---

(4) Claude FRIOUX : *Paris-Moscou. Une fête qui donne à réfléchir*, in *La Nouvelle Critique*, N° 126, juillet-août 1979, p. 9.



Is seuls à aborder timidement le contexte politique, y compris bien sûr la répression. Ce qui amène Anatole Kopp, spécialiste de l'architecture soviétique, à ne voir dans l'exposition « qu'une aimable confrontation stylistique entre avant-garde française et russe » (5). On ne peut lui donner tort lorsque l'on déambule à Beaubourg de salle en salle, en suivant une « vie de formes » dont un visiteur ingénu aura quelque peine à comprendre par quel triste miracle l'activité artistique a pu passer des expériences les plus audacieuses à un pompiérisme qui semble désormais gêner certains historiens d'art soviétiques.

Nous touchons là un problème relevant de toute semi réhabilitation. Andrej Wajda montre dans son film *L'homme de marbre* comment en Pologne les œuvres de l'époque stalinienne sont à leur tour reléguées dans les « enfers » des musées, parce que leur présence gêne désormais. Il nous a semblé qu'un embarras comparable nourrissait les incertitudes et les omissions d'un catalogue riche en euphémismes et en seconds degrés diplomatiques. A. Khaltourine cite sans trop s'engager personnellement « les deux maîtres reconnus » de l'art soviétique : A. Deïneka et I. Brodski. Deïneka est certes un excellent artiste, injustement méconnu en Occident sans doute parce qu'il fut toujours figuratif, parce que l'intelligence de ses compositions se cache derrière un aspect assez « sage » et ne correspond pas à l'idée qu'on s'est faite ici des artistes soviétiques. Quant à Brodski, à qui nous devons une hagiographie des plus affligeantes, c'est de l'aveu de D.V. Sarabianov un peintre « impersonnel ».

En soi, ces deux artistes sont intéressants, ne fût-ce que parce qu'ils représentent un moment de l'histoire de l'URSS et portent un témoignage, non dépourvu de valeur formelle et d'originalité en ce qui concerne Deneïka, membre fondateur de l'OST, la « Société des peintres de chevalet », une association dont la plupart des membres prônaient un retour à une peinture plus traditionnelle tempérée d'un certain modernisme et proche par certains aspects des figuratifs américains de la même époque. S'il est vrai que ces deux peintres furent jusqu'à présent chouchoutés par l'officialité, il est regrettable qu'en introduction à une exposition comprenant quelques-uns des créateurs les plus prestigieux du siècle, et parmi eux de nombreux Soviétiques, un effort n'ait pas été fait pour élargir le champ des consécration en citant les artistes de renommée internationale dont l'art soviétique aurait pu et dû s'enorgueillir si à une certaine époque « la lourdeur du climat » ne les avait écartés...

Avec des artifices de langage assez pesants, V. M. Polevoï évoque les discussions multiples qui ont présidé à la conception de l'exposition. Nous apprenons ainsi qu'« une série de problèmes furent provoqués par le fait qu'une des deux parties souhaitait mettre en relief dans l'art de l'autre partie, des phénomènes auxquels dans leur pays, on n'attache pas une importance fondamentale. » (6)

(5) Anatole KOPP : *Le Bâtitseur trahi*, in *Culture et pouvoir communistes, l'autre face de Paris-Moscou, recherches n° 39*, Octobre 1979, p. 116.

(6) V.M. POLEVOÏ : *Introduction au catalogue de l'exposition Paris-Moscou 1900-1930*, Paris 1979, p. 11.

Façon courtoise mais ferme de répéter ce que la brève énumération des « maîtres reconnus » laissait supposer; on est en effet amené à se demander si Malevitch, Tatline, El Lissitzky, Rodchenko et d'autres, qui auraient dû en toute logique être enfin cités aux places d'honneur, font toujours partie de ces peintres à qui l'« on » n'attache pas une importance fondamentale, même si le souci d'entretenir de bons rapports culturels amène à les exposer.

Peut-être est-ce également cette différence dans les hiérarchies de valeurs qui explique l'omission relative ou complète dans le catalogue et dans l'exposition, d'éléments aussi importants que l'Institut de la Culture artistique, dirigé par Kandinsky, l'influence du Proletkult, des photomontages de Rodchenko? S'il n'entre pas dans nos intentions d'imposer aux historiens et aux critiques soviétiques une vision qui ne semble pas être la leur, sans doute est-on en droit de leur demander ce qui les pousse à négliger des démarches reconnues comme fondamentales par des spécialistes de tous les horizons géographiques et idéologiques, y compris des pays socialistes. Or, il semble bien que c'est surtout à ce niveau que les carences se font sentir dans le catalogue. Une ébauche de justification nous est donnée en une formule ramassée, lorsque la « révolution de l'art » est décrétée sans plus d'explications « inadéquates aux processus de la révolution sociale » (7). Sans doute est-ce une phrase-clé pour comprendre la position soviétique; elle nous laisse complètement sur notre faim, étant donnée comme évidence alors que c'est vraisemblablement un des points névralgiques du débat sur les avant-gardes. Lui réserver une phrase sur les 580 pages que contient le catalogue indique à suffisance que les organisateurs ne souhaitent pas entamer un débat riche de significations. Lorsque D.V. Sarabianov dresse le tableau de la peinture soviétique de 1900 à 1930, en un panorama sérieux et documenté (8), il évoque certes l'opposition entre les « tendances de gauche », partisans d'une subversion de la forme en même temps que du contenu, et les adeptes du « réalisme révolutionnaire », c'est-à-dire l'A.K.h.R.R., Association des peintres de la Russie Révolutionnaire, héritiers dans une large mesure du « réalisme » des peintres ambulants. avec une certaine souplesse qui se démarque des propos précités, Sarabianov affirme que « *les peintres de l'AKhRR et leurs adversaires, avaient raison, mais chacun à sa manière, les uns et les autres possédaient leur vérité.* » (9).

Idee conciliante et sympathique, qui nous change des traditionnels anathèmes dont sont victimes les adversaires du « réalisme socialiste ». Elle nous étonne cependant, dans la mesure où rien n'est dit de la façon dont on donna raison aux uns pendant des décennies (qui osera d'ailleurs prétendre qu'il n'en est plus ainsi aujourd'hui), et tort aux autres, comme si la polémique s'était essoufflée d'elle-même, en une sorte de synthèse harmonieuse : « *Ce fut un des sérieux conflits*

(7) V.M. POLEVOÏ : *op. cit.*, p. 13.

(8) D.V. SARABIANOV : *L'art russe et soviétique 1900-1930, in catalogue de l'exposition Paris-Moscou 1900-1930*, pp. 40 à 49.

(9) D.V. SARABIANOV : *op. cit.*, p. 47.

*dans le domaine artistique des années 20; il ne pouvait se résoudre qu'avec le temps. » (10)*

D'autres contributions soviétiques, celles d'A. Strigalev notamment, ne semblent guère préoccupées de prendre leurs distances avec l'avant-garde « formaliste », ce qui ne suffit pas à effacer l'impression globale qu'un débat clair est loin d'être mené au grand jour, et explique les précautions oratoires dans l'abord de toute tendance « non réaliste ». C'est aussi ce qui nous inquiète : le refus même mitigé de certains collaborateurs (et non des moindres) d'assumer le passé dans ses aspects « tabous », la volonté de s'en tenir aux éternels présupposés éventuellement accommodés, peuvent vider de leur sens des réhabilitations ramenées dans le meilleur des cas à l'aspect esthétique, voire réduites à des concessions à quelque lubie occidentale...

Nous ne verserons pas dans le manichéisme facile de certains commentateurs français qui brûlent ce qu'ils ont adoré avec un aveuglement comparable, et semblent préférer le jdanovisme de stricte observance aux ébauches d'ouverture, sans doute parce que celles-ci sont moins propices à des envolées néo-philosophiques.

Les faits sont là, il faut les analyser avec lucidité sans pour autant voir une machination récupératrice dans chaque pas accompli au prix de prudents efforts par des chercheurs dont on espère qu'ils vont pouvoir sortir entièrement du long tunnel des censures.

L'exposition présentée à Paris en 1979 confirme un courant non linéaire, timide, amorcé depuis quelques années, qui tend à sortir partiellement des caves de l'oubli des expériences qualifiées jadis de « honteuses ».

Il n'y a guère, on assistait à Moscou à une exposition des artistes constructivistes sur invitation. Ici, fait nouveau, après son retentissement parisien, c'est à un très large public moscovite que l'exposition sera destinée. La version Jeux olympiques 80 sera-t-elle identique à celle que nous avons vue à Paris, ou l'adaptera-t-on, et comment ? Les précautions prises en France permettent de s'interroger.

Pourtant, si l'on se déplace vers le contexte soviétique, il n'est pas difficile d'imaginer l'impact essentiel qu'un tel événement aura à Moscou : à moins d'éliminer 80 % des œuvres présentées à Paris, les Soviétiques pourront voir pour la première fois un nombre considérable d'œuvres qui avaient été soustraites à leur curiosité. Ce n'est pas un optimisme béat qui nous fait penser qu'une telle « concession » pourra apporter de l'eau au moulin de tous ceux qui désirent le déblocage, y compris les peintres non conformistes actuels victimes de multiples tracasseries dont l'argumentation est comparable à celle employée jadis pour reléguer les avant-gardes constructivistes, futuristes et autres dans les poubelles de l'histoire.

(10) *Ibid.*, p. 47.

Le choc risque d'être grand, les résultats inattendus. Si l'on se réfère aux réactions de refus et d'incompréhension du grand public occidental face à un art contemporain marginalisé par des voies plus économiques et idéologiques qu'administratives, l'on pourrait craindre qu'un public soviétique peu entraîné par la culture officielle aux expérimentations formelles et aux remises en question, ne manifeste lui aussi une sorte de rejet bénéfique en dernier recours aux thèses les plus intolérantes. Sans nier cette éventualité, il importe de tenir compte du besoin d'information qui émane forcément d'une société à la fois très préoccupée d'éducation et de culture, mais où la politique culturelle est encore aujourd'hui régie par des décrets administratifs castrateurs agrémentés d'une rhétorique souvent très paternaliste.

Sans doute faut-il faire confiance à l'appel d'air, d'imagination et de créativité qui doit trouver dans Paris-Moscou un appui lacunaire mais suffisant pour ébaucher un débat qu'il sera toujours plus difficile d'escamoter, ici comme à l'est, et qui tient à la fois aux problèmes de la forme et du contenu, des rapports de l'art avec le pouvoir politique, avec le public, du rôle que l'art peut jouer dans la société, comme moyen d'expression et comme mode de transformation.

## CONFÉRENCES DU CERCLE DU LIBRE EXAMEN

Judi 24 janvier 1980 à 20 h 30, audit. Ferrer, 6, avenue Héger, 1050 Bruxelles : « Le prix de la santé », par Willy PEERS, directeur-adjoint de la Maternité de Namur, et Michel JADOT, conseiller juridique à la F.G.T.B.

Judi 6 mars 1980 à 20 h 30, audit. Ferrer, 6, avenue Héger, 1050 Bruxelles : « Existe-t-il une culture belge ? », par Conrad DETREZ, écrivain français de Belgique, prix Renaudot 1978.

# L'Académie et le Fonds de la Littérature Légendes et réalité

On retrouve, dans le texte de M. Scheinert, « Anomalies littéraires belges » (1), étrangement mêlé à des erreurs, à des considérations personnelles et à des affirmations ambiguës, le vieux procès que les écrivains belges font à la manière d'emprise que l'édition parisienne exerce sur le destin de la littérature française. Tout a été dit sur la difficulté, pour un écrivain français de Belgique, d'être édité à Paris, de connaître le prestige insigne qui entoure une œuvre publiée par un éditeur parisien de renom. Et chacun, bien qu'il le déplore, est d'accord là-dessus, mais personne n'a apporté jusqu'ici les éléments d'une solution raisonnable et constructive à cet épineux problème.

C'est à Paris qu'André Baillon, Constant Burniaux, Charles Plisnier, Henri Michaux, Georges Simenon, Franz Hellens, furent promus écrivains. C'est vers Paris que se tournent les jeunes écrivains lorsqu'ils rêvent de faire publier leur premier manuscrit. Qu'on le veuille ou non, la communauté de langue, la proximité de cet unique creuset de talents, l'attrait de ses modes et le retentissement de ses mouvements littéraires n'ont cessé de fasciner les écrivains belges, comme d'ailleurs les écrivains de la province française dont le sort ressemble singulièrement au nôtre. Je ne suis même pas loin de penser que leur situation est moins favorable et moins propice.

Qu'un écrivain de talent ait plus de chances d'être édité par une grosse maison d'édition s'il habite Paris et, de surcroît s'il a des amis à la radio, à la télévision, dans les milieux littéraires, me paraît l'évidence même, et cela explique que quelques-uns de nos meilleurs écrivains

---

(1) *Cahiers marxistes*, n° 57 - Septembre 1979.

aient pris le risque d'aller vivre à Paris, d'accepter l'insécurité et parfois la gêne. Il faut ajouter qu'une fois installés à Paris, ils n'ont été l'objet d'aucune discrimination et ont été considérés comme n'importe quel écrivain français, jouissant des mêmes avantages, mais subissant les mêmes servitudes. Dès cet instant, ils font partie de la grande communauté de la littérature française.

Qui oserait leur reprocher leur attitude ? On a parlé à leur endroit de désertion, d'ingratitude, de manque de confraternité, parfois même de trahison. Pour ma part, bien que je n'aie jamais songé à « monter » à Paris, je ne puis m'empêcher de trouver ce choix logique, judicieux et humain, encore qu'intrépide, car, pour beaucoup, cela voulait dire la chambre de bonne, le sandwich et le café crème. Si le nom de ceux qui ont réussi vient à l'esprit, on ignore le nom de ceux, plus nombreux, qui végètent et qui, séduits par le miroir aux alouettes, sont condamnés, pour survivre, à écrire des romans feuilletons et à accepter bien d'autres besognes mercenaires.

L'ignorance dans laquelle Paris tient les lettres françaises de Belgique n'est pas propre à notre époque. Déjà, les écrivains belges de l'entre-deux-guerres furent très sensibles à cette discrimination. Des auteurs de talent, de tendances très différentes, prirent l'habitude de se réunir tous les lundis autour de Georges Marlow pour parler de leur métier, de leur rôle dans la société, des problèmes de la création et de l'édition. Ainsi naquit le Groupe du Lundi dont firent partie entre autres Marie Gevers, Robert Vivier, Henri Vandeputte, Charles Plisnier, Robert Poulet, Franz Hellens. Tout naturellement, ces écrivains furent confrontés avec l'irritante question de la dépendance de la littérature belge vis-à-vis de la France. Ils trouvaient profondément absurde et injuste qu'un roman édité à Bruxelles passât inaperçu, alors que le même roman, publié à Paris, eût été l'objet de l'attention de la critique et du public. Injuste aussi qu'en Belgique pareil réflexe jouât et que les ouvrages portant l'enseigne d'un éditeur parisien jouissent d'un préjugé favorable, ou mieux encore, d'une sorte de prééminence. Ils proclamèrent que notre littérature faisait partie intégrante de la littérature française et recherchèrent avec passion, mais assez vainement il faut en convenir, les moyens de supprimer l'isolement dans lequel était tenue notre littérature.

Quarante années ont passé et, à peu de choses près, il en est toujours ainsi, ce qui explique et justifie sans doute le mouvement qui pousse un écrivain sûr de son talent à aller vivre à Paris ou, à la rigueur, à chercher le difficile moyen d'être édité par une maison parisienne.

Que l'on s'insurge contre ce fait, rien qui soit plus légitime. Mais qu'on n'aille pas s'imaginer qu'à Paris tout soit pour le mieux dans le meilleur des mondes. Le compte d'auteur ne sévit pas seulement en Belgique, est-il besoin de le répéter ? La plupart des poètes français, qu'ils habitent Paris ou la province, sont logés à la même enseigne que les poètes de Belgique. Et ce n'est pas par hasard qu'il existe en France

un Centre National des Lettres qui leur accorde des subventions pour aider à l'édition d'œuvres poétiques sélectionnées par une manière de jury. En gros, ce Centre National des Lettres est à la France ce que le Fonds National de la Littérature est à la Belgique, et je suis prêt à prouver que son fonctionnement est infiniment moins « démocratique » que le fonctionnement de notre Fonds.

M. Scheinert s'attarde avec complaisance à discréditer notre Fonds National de la Littérature. Le Fonds et l'Académie sont les thèmes essentiels de son factum, et c'est contre eux qu'il dirige ses principaux chefs d'accusation. Il apparaît bien que les académiciens soient ses cibles préférées, ce qui, il faut l'avouer, ne les émeut guère. Ils en ont l'habitude et les attaques dont ils sont l'objet de sa part appartiennent quelque peu à notre folklore littéraire.

Je ne défendrai pas ici l'Académie ni les académiciens : je me suis longuement expliqué ailleurs (2) sur le rôle et les attributions de l'Académie ; j'ai essayé de dissiper les légendes qui l'entourent, de faire justice des méfaits dont on l'accuse. Force m'est de constater que je n'ai pas réussi à convaincre M. Scheinert. C'est ainsi qu'il continue à attribuer aux académiciens un pouvoir qu'ils n'ont vraiment pas, qu'ils n'ont jamais eu et qu'ils n'ambitionnent pas.

M. Scheinert nous dit, un peu longuement il est vrai, qu'il n'aime pas les académiciens, ce qui est bien son droit. Il leur reproche nombre de choses, de « tenir les cordons de la bourse du Fonds National de la Littérature », d'être « à la tête des revues, dans les jurys des prix, dans les comités des associations, à la Commission d'achat (de livres) du Ministère de la Culture, bref, partout où l'on peut accorder quelque chose à quelqu'un ».

Ce n'est pas exact. Les académiciens ne détiennent pas la majorité des sièges dans les jurys littéraires (sauf pour le prix de la Commune d'Uccle dont le jury est constitué uniquement d'académiciens), ni dans le Conseil d'Administration de l'Association des Ecrivains belges, pas plus qu'au sein du Comité du P.E.N., ni pas davantage dans la Commission d'Achat du Ministère de la Culture. On trouve des membres de l'Académie dans divers jurys littéraires ? Cela me paraît assez naturel, puisque les académiciens sont choisis parmi nos bons écrivains. Mais il ne faut pas oublier de mentionner que plusieurs d'entre eux faisaient partie de ces jurys avant d'être élus membres de l'Académie. Il en va de même pour les académiciens directeurs de revue qui, contrairement à ce qu'affirme M. Scheinert, ne sont pas devenus directeurs de revue parce qu'ils étaient académiciens, puisqu'ils occupaient ces fonctions bien avant leur élection. C'est mon cas, ne lui en déplaise. Je dirige la revue *Marginales* depuis 1945 et je suis membre d'un des deux jurys du Prix Victor Rossel, celui qui attribue le prix toutes les années paires, depuis 1954. Mais je n'ai été élu à l'académie qu'en 1962. Avec la meil-

---

(2) *Français 2000*, n° 91, octobre-décembre 1977.

leure volonté du monde, et si grand que soit mon amour de la justice, je ne vois pas pour quelle raison j'aurais dû quitter la direction de *Marginales* et donner ma démission du jury du Prix Victor Rossel parce que je devenais académicien. Il y a gros à parier que M. Scheinert ne l'aurait pas fait non plus. Par ailleurs les membres du jury du Prix Victor Rossel sont unanimes à certifier que je suis toujours un bon, lucide et intègre lecteur de manuscrits. Et les sommaires de *Marginales*, que je sache, ne sont pas devenus plus conformistes depuis que je suis membre de l'Académie. Enfin, le fait que la revue ait comme directeur l'académicien que j'étais et que je suis toujours n'a pas empêché M. Scheinert de continuer à collaborer à *Marginales* en 1962, 1963, 1964, 1965, 1966. Il ne cessera de collaborer à *Marginales* qu'après 1966, à la suite d'un différend que nous avons eu au Groupe du Roman que nous avons fondé ensemble.

A la vérité, je ne vois pas pourquoi un écrivain, promu académicien, cesserait d'être membre d'un jury. A lire « Anomalies littéraires belges », être membre de l'académie serait une tare rédhibitoire. Pour ma part, depuis que je siége à l'Académie, je n'ai changé ni mon mode de vie, ni mes manières de penser. D'ailleurs, personne ne me l'a demandé. Les livres (je ne parle ici que des romans et des nouvelles) que j'ai publiés depuis mon élection : *Simon-la-Bonté*, *l'Albatros a trois heures de retard*, *l'Heure de la vérité* (2<sup>e</sup> édition), *le Partage des jours*, *les Mal-Pensants*, sont tels que je les aurais écrits si je ne faisais pas partie de l'Académie. Le fait d'être académicien n'empêche pas d'écrire les œuvres qu'on croit devoir écrire, ni de rester soi-même.

En dehors de l'Académie, un autre cheval de bataille de M. Scheinert est le Fonds National de la Littérature.

Lorsqu'il écrit : « il est arrivé qu'un responsable du Fonds ait intérêt à transmettre le manuscrit d'une connaissance à trois amis lecteurs dont il sait à coup sûr que, pour des motifs sur lesquels je reviendrai, leur jugement sera positif, ou, au contraire, à confier le manuscrit, auquel il ne souhaite pas qu'un subside soit accordé à trois lecteurs dont il connaît d'avance le préjugé défavorable (3) motivé par des raisons littéraires, idéologiques, voire personnelles », je m'inscris en faux contre cette accusation dont la dernière partie est une accusation vraiment grave. Son auteur n'a peut-être pas mesuré à quel point ses propos sont injurieux et méprisants à l'endroit des membres du Fonds qui, à l'entendre, se laisseraient docilement manœuvrer, voire domestiquer par ce tout-puissant « responsable du Fonds », qu'il se garde bien de nommer. Sa longue et tumultueuse expérience des hommes ne lui a donc pas appris que les écrivains sont de l'espèce la plus indépendante qui soit. Lui qui accuse tout le monde ou à peu près, ne nomme personne et se fait de l'honnêteté intellectuelle de ses confrères une idée singulièrement outrageante.

(3) C'est moi qui souligne. A.A.



Il écrit ailleurs : « Le fonctionnement du Fonds serait tout à fait démocratique si n'entraient en ligne de compte que des considérations littéraires et si la détermination du montant du subside était, elle aussi, décidée par tous. » C'est encore faux. Le montant des subsides octroyés est bel et bien fixé à *l'unanimité des membres présents*, académiciens ou non, et la valeur littéraire du manuscrit est *le seul critère* qui entre en ligne de compte. Les membres du Fonds étant au nombre de quatorze, il est possible d'éviter que les manuscrits d'un même auteur ne soient confiés aux trois mêmes lecteurs, et ceci par souci de probité.

Quand M. Scheinert poursuit : « Or, trop humainement (sic), certains lecteurs règlent des comptes personnels, esthétiques ou politiques par manuscrits interposés, tandis que les cordons de la bourse ne sont, en réalité, tenus que par quelques académiciens qui tranchent pratiquement tout seuls », il écrit encore une contrevérité. Sans apporter l'ombre d'une preuve, il accumule les allégations mensongères et multiplie les insinuations les plus fallacieuses.

A diverses reprises, de jeunes écrivains m'ont demandé comment fonctionne ce Fonds National de la Littérature et comment il faut procéder pour bénéficier d'un subside éventuel. J'aurais pu les renvoyer à l'Annuaire de l'Association des Écrivains belges où figurent ces renseignements. Mais je crois utile d'en résumer une fois de plus les principales modalités.

Tous les manuscrits soumis au Fonds sont lus par trois membres. Ces lecteurs ne peuvent *pas* être tous trois académiciens. C'est une règle à laquelle il n'est jamais dérogé, et on verra plus loin que les manuscrits sont lus, le plus souvent, par deux non académiciens et un académicien. La distribution des manuscrits aux lecteurs est effectuée par l'employée de l'Académie chargée du Fonds. Chacun des trois lecteurs fait un rapport sur la valeur littéraire de l'ouvrage, rapport qu'il adresse à l'employée. Il va de soi que chacun d'eux ignore le nom des deux autres lecteurs et la teneur de leur rapport. Lorsque les trois rapports sont rentrés, l'employée les fait parvenir au secrétaire afin qu'il puisse les inscrire à l'ordre du jour de la prochaine séance du Fonds.

Les membres du Fonds se réunissent tous les deux mois. Au cours de la séance, chaque manuscrit est examiné, et chacun des trois lecteurs lit son rapport à haute voix. Ces rapports sont discutés par *l'ensemble* des membres. N'importe quel membre peut intervenir dans la discussion, réfuter les arguments de l'un ou l'autre rapporteur, consulter le manuscrit dont il est question. Tous les manuscrits figurant à l'ordre du jour se trouvent sur la table et sont à la disposition des membres. Après la discussion des qualités et des faiblesses du manuscrit, si une subvention est accordée, son montant est fixé à *l'unanimité* des membres présents. Si l'unanimité n'a pu se faire à propos d'un manuscrit, celui-ci peut être confié à l'arbitrage d'un quatrième lecteur.

Il est exact que la subvention accordée à un manuscrit ne dépasse jamais 25.000 F et que cette somme, j'en conviens bien volontiers, est proprement insuffisante pour l'édition d'un roman.

Mais voyons de plus près ce qu'il en est de la prétendue omnipotence qu'exerceraient les académiciens au sein du Fonds. Avant de répondre aux accusations de M. Scheinert, j'ai eu la curiosité de faire le relevé des manuscrits examinés au cours des cinq dernières années. Cet examen m'a permis d'établir que ces manuscrits ont été lus par 551 membres *non académiciens* et par 436 membres de l'Académie. On le voit, nous sommes loin de la toute puissance des académiciens au Fonds National de la Littérature.

Sans doute, le fonctionnement du Fonds n'est pas parfait, mais tel quel, cet organisme a rempli et remplit encore la mission qui lui a été assignée.

Pour le reste, depuis longtemps, j'ai la conviction que rien n'est plus vain que de polémiquer avec quelqu'un qui vous imputera les desseins les plus sordides si vous vous hasardez à contester ses arguments, à réfuter ses points de vue. M. Scheinert m'a accusé des pires méfaits. Comme à plusieurs écrivains, il m'a envoyé des lettres comminatoires bourrées d'injures gratuites. Je ne pratique pas ce genre littéraire qui ne me paraît vraiment plus de saison. Lorsque j'ai quitté le Groupe du Roman, je l'ai déclaré à M. Scheinert lui-même, et depuis lors, je me suis abstenu de répondre à ses propos les plus outrageants.

J'ai cru bon cependant de rectifier les erreurs et les contrevérités que contient le texte paru dans les *Cahiers marxistes*, parce que je n'étais pas seul en cause. Qu'il me soit permis de remercier le poète Francis Chenot d'avoir remis, ici même, plusieurs choses au point. Je n'ai pas voulu porter de jugement sur l'état de notre littérature, sur son rayonnement à l'étranger, sur les moyens que l'on devrait déployer pour mieux faire connaître nos écrivains et notre patrimoine littéraire, chez nous et ailleurs. Si le vrai problème est là, l'auteur de ces lignes a la faiblesse de croire qu'il a contribué, au cours de son existence déjà longue, à lui chercher une solution.

Depuis trente-cinq années, la revue *Marginales* accorde une place très large aux jeunes écrivains, sans aucun parti pris ni aucun préjugé, et les jeunes écrivains le savent bien. La démonstration de l'importance de cet effort vient d'être faite par un bibliothécaire gradué de l'Institut d'Etude et de Recherches bibliothéconomiques de la province de Liège qui a publié, en un fort volume, les *Tables de la revue Marginales*. Dans cet ouvrage de 440 pages, son auteur, René C. Deprez a recensé tous les articles, études, essais, nouvelles, poèmes, comptes rendus parus dans *Marginales*, de 1945 à 1977. Cet ouvrage, remarquable par sa clarté et ses qualités exhaustives, permet, mieux que tout discours, de se faire une idée de la tenace et difficile défense des talents et des valeurs littéraires que *Marginales* a assumée.

ROBERT DEVLEESHOUWER

# Fonctions de l'histoire : les événements et le quotidien

Je viens de lire avec beaucoup d'intérêt les propos que Jean Puissant a recueillis d'Albert d'Haenens sur mon entretien avec Christian Dupont.

A le lire, je crois qu'il eût mieux valu que d'Haenens et moi eussions directement confronté nos vues.

Tel que je l'entends s'exprimer, j'ai l'impression que nous nous sommes croisés en parlant chacun d'autre chose, quoique nous parlions tous deux d'histoire. Cela apparaît dès le début du dialogue Puissant-d'Haenens.

Rappelant que pour moi l'histoire devrait viser un maximum de personnes, il en tire deux données (en fait, deux reproches), à savoir que je vise l'*histoire récit* et, à aucun moment, l'histoire comme science.

Commençant par le second point, je voudrais rappeler que l'objet de notre débat était : « Enseignement et vulgarisation ». Je croyais avoir convenu de ne pas discuter de l'histoire « pratiquée par les professionnels », en « supposant ce problème résolu ». Je ne l'ai donc ni ignoré ni esquivé.

Quant à opposer l'*histoire récit* à l'histoire scientifique, c'est se livrer à des simplifications très vulgarisatrices. L'histoire qui est présentée au grand public l'est également sous forme de récit. Elle est toujours l'expression implicite d'un niveau idéologique donné ou poursuivi. Si par *récit* d'Haenens entend la « relation d'événements », je ne rejette pas sa définition. Encore faut-il l'approfondir et ne pas la prendre sous sa forme la plus banale, c'est-à-dire celle d'« histoire anecdotique ». En

histoire, les événements sont en effet d'une importance capitale. Ils *révèlent* (dans un sens quasi chimique) toujours, à travers mille facettes singulières, la croisée de deux données essentielles : les structures (essentiellement économiques et sociales, compte tenu des techniques) et la conjoncture qui leur impose ses torsions (à la hausse ou à la baisse) plus ou moins dynamiques. Cela peut parfaitement apparaître dans une analyse qui prend la forme d'un récit.

Je ne comprends dès lors pas pourquoi d'Haenens oppose sa conception scientifique de son métier à ma conception de l'histoire limitée, en ce qui me concernerait, à la banale historiette destinée à amuser, au mieux à éduquer le grand public. Vraiment, c'est trop énorme ! N'avais-je pas dit cependant que l'histoire se pratique toujours à plusieurs niveaux ?

Quant à la réflexion théorisante, je renvoie d'Haenens à l'entretien que j'ai eu avec *Critique Politique* (mars-avril-mai 1979, n° 2) après celui des *Cahiers Marxistes* (février 1979, n° 52 [71]). Il verra que je conçois pas l'histoire hors d'une réflexion abstraite sur des réalités dynamiques et ouvertes (je dirais plutôt concrètes).

D'accord avec d'Haenens pour dire que ceux qui ont choisi de devenir historiens ont eu des problèmes d'identification au réel. Mais je dirais plutôt que leur goût de l'histoire tient à leur incapacité ou à leur refus passé de se confronter au réel. Encore qu'il faille nuancer. Tout le monde connaît des diplômés en histoire qui se sont parfaitement entendus en politique ou qui ont montré de remarquables vertus, parfaitement actualisées, dans le monde politique ou syndical. N'oublions pas non plus que la maîtrise de l'histoire (dans le sens supérieur du terme) a joué un rôle considérable dans la pratique politique chez des personnages aussi divers que Robespierre, Lénine ou de Gaulle.

D'Haenens récuse le terme de *vulgarisation* parce qu'il « porte récit » et parce qu'il suppose des « niveaux de vérité ». Sur le premier point, je crois m'être expliqué. J'attends cependant une réponse de d'Haenens sur deux cas précis. Que reste-t-il de l'*Histoire de Belgique* de Pirenne si on supprime la composante « récit » sous laquelle son analyse est souvent mise en œuvre ? De même pour le *Napoléon* de Georges Lefebvre. D'Haenens me répondra qu'il ne s'agit pas de « récits ». C'est vrai, à condition que l'on distingue le niveau du récit, ces « niveaux » qu'il rejette. Il rejette en effet une conception de « hiérarchisation de la vérité ». Qu'il adopte cette attitude, c'est son affaire. Mais cela n'enlève rien à la réalité qui veut que tout le monde et chacun pratique des langages et des discours à des niveaux différents.

D'Haenens expliquerait-il de la même manière la révolution belge de 1830 à des enfants, à des ouvriers, à des bourgeois, à des universitaires, à des étrangers ? Je ne l'imagine pas. En tout cas, je me souviens avoir été dans ces différentes situations. L'explication se pose toujours en des termes différents. Tout simplement parce que le niveau intellectuel (pour des enfants) et culturel (dès l'enfance) diffère, et que celui qui

n'en tient pas compte ne peut que se livrer à un exercice d'autosatisfaction que je rejette à mon tour. Est-ce à dire qu'il y a autant de vérités que d'auditoires ? C'est une vue que je rejette aussi absolument. Mon interprétation de l'histoire est une. Elle s'exprime en des termes qui tiennent compte de ceux auxquels je m'adresse. Et cela avec d'autant plus de respect pour eux que leur accès à l'histoire a été obnubilé (presque dans le sens concret du terme) par leur aliénation culturelle.

Quant à la définition que d'Haenens donne de la pratique historique, elle me stupéfie : pour lui, l'objet de l'histoire « n'est pas le fait, mais la trace ». D'accord pour donner à l'interprétation de la trace, à sa fragilité, à sa relativité, à sa mouvance une importance critique dans la recherche des faits passés. Quant à la substituer aux faits eux-mêmes, c'est une démarche qui, *en dernière analyse*, est technocratique et ne distingue pas sensiblement d'Haenens de nos collègues pour qui les recherches historiques « sont » l'histoire, pour qui la « critique historique » tient lieu d'histoire...

Quant à la « pratique sémantique », bonne chance si elle doit toucher tout le monde, et surtout ceux que la « vulgarisation » touche en fait, cette vulgarisation qui répugne tant à d'Haenens !

Quant à « déscolariser l'histoire », qu'est-ce que cela veut dire ? La faire disparaître des enseignements ? On y est. Ou tout comme. Faire disparaître le ton scolaire par lequel elle est enseignée ? C'est fait sous forme d'enseignement rénové. Avec les résultats que l'on sait. Quant à déperiodiser la pratique historique, qu'est-ce que cela veut dire ? Que la révolution française et la russe et l'allemande de 1918, et la chinoise et la cubaine... tout cela, c'est la même chose (des révolutions), sans qu'elles se soient développées à travers des problèmes propres ? Ou que la révolution française (et les autres ?), cela ne change pas autant que l'on pense (un certain succès des idées de Furet repris par une certaine droite française)... C'est d'ailleurs ce que dit d'Haenens (« La Révolution Française, par exemple, ne signifie rien du tout comme rupture, notamment au niveau de la quotidienneté. ») Cela le mène à des énormités : « En matière de quotidienneté, de vie matérielle, je dirais que la fin de l'Ancien Régime se situe bien plus en 1945 qu'en 1789 ». Dira-t-il que les Français qui ne payaient plus de dîme, qui ne devaient plus saluer bien bas les seigneurs (sauf dans des régions très arriérées), qui prenaient le métro, qui sont morts aux deux guerres mondiales, qui prenaient le train, qui pouvaient être impunément anticléricaux, qui voyageaient en automobile, qui roulaient à vélo, qui prenaient des bains de mer lors des congés payés de 1936, qui ne s'éclairaient plus à l'huile, vivaient comme sous l'Ancien Régime en terme de quotidienneté ? Ou est-ce que le quotidien se caractérise par l'arrière-garde minoritaire de la société ?

Ma critique ne tend d'ailleurs pas à rendre l'historien « juge du passé ». Pour moi, il doit analyser les données du passé. Il doit en dégager structures et conjonctures. Il doit expliquer, à partir de là, ce que les événements portent de signification au-delà de leur singularité.

Quant à faire de l'historien un « homme de service », voilà qui est une bizarre manière de revaloriser l'histoire comme d'Haenens le voudrait. Nous n'avons que faire d'un tel genre de scoutisme. Qui, d'ailleurs, s'adressait à lui pour un tel genre de service, sinon les gens cultivés ? Voyez-vous les autres partir avec lui à la recherche des traces qui surtout l'intéressent. Je n'ai du reste aucune envie de polémiquer. Simple-ment de faire une mise au point qui s'impose.

Permettez-moi cependant de me tourner vers Jean Puissant. Pour lui faire remarquer que le nom de Jo Gérard ne figure pas, dans mon entretien avec Dupont, comme « vulgarisateur » à partir duquel on puisse intéresser à l'histoire. Cet ajout m'étonne. Il est contraire aux exigences les plus élémentaires des techniques historiques. Il est d'autant plus regrettable qu'entre Castelot et le raconteur pseudo-bonasse de la RTBF, il y a une béance où je situe la limite de l'ultra-supportable...

Quant à la conclusion de Jean Puissant, je ne sais si elle aide à la compréhension des choses. Il ne sert en effet à rien de proposer que l'on trouve indispensable les deux approches.

Il est clair que d'Haenens ne nie pas totalement que les événements importent en histoire. Il est tout aussi clair que je ne nie ni l'importance de la trace dans l'établissement du fait ni l'intérêt de la quotidienneté en histoire.

En fait, nos divergences portent sur la « fonction » de l'histoire. C'est par la perspective que nous divergeons. Parmi les multiples usages de l'histoire, j'appelle l'attention sur l'analyse politique qu'elle permet dans le quotidien renouvelé (les événements d'Iran, les voyages du pape, la lutte pour la conquête des matières premières et des débouchés), tandis que, si je l'ai bien compris, d'Haenens veut redécouvrir l'histoire banale de l'homme quotidien « hors du temps », hors de son temps. Dans ce champ de cogitation, il apprendra beaucoup pour lui-même et aux autres. Pendant ce temps, la terre continuera de tourner, charriant ses problèmes qui ne sont *jamaïs innocents*, compte tenu des enjeux (politiques, en dernière analyse) sur lesquels les luttes se développent à tous les niveaux. Faut-il rappeler que cela est l'essentiel ? Et que tout le reste n'est qu'amusement indigne de l'Histoire ?

# EN DIAGONALE

## *Document : le parti communiste de Belgique, les médecins et la santé*

La faillite de l'Assurance maladie invalidité est annoncée spectaculairement et le tapage tient de la mystification.

*Les causes des difficultés de l'AMI sont anciennes et connues : elles tiennent essentiellement à l'absence de politique sanitaire et à la transformation du secteur de la santé en source de profit pour le grand capital. A cela s'ajoute la diminution des recettes due au chômage et aux bas salaires.*

*C'est précisément au moment où le besoin de protection sociale croît, à cause de la crise économique, que le gouvernement réduit les subsides de l'Etat à la Sécurité sociale et propose un projet de loi-programme prévoyant une série de mesures destinées à diminuer la consommation sanitaire, dans une optique purement comptable, bureaucratique et autoritaire.*

Un ample mouvement populaire s'affirme pour refuser le démantèlement de la sécurité sociale et l'« austérité » sanitaire, pour imposer au parlement d'autres solutions.

C'est dans ce contexte que les Chambres syndicales du Dr. Wynen ont déposé un préavis de grève qui vient à échéance le 21 décembre, pour combattre les projets du gouvernement afin, disent-elles, de « défendre une médecine de qualité accessible à tous ».

Le problème posé est-il bien celui d'une meilleure gestion de la santé ? Et les Chambres syndicales sont-elles habilitées à parler au nom DU CORPS MÉDICAL ?

Il est facile de répondre à la première interrogation. La politique du gouvernement vise actuellement, par ses choix budgétaires notamment, à diminuer la consommation sanitaire (chômage, réduction du pouvoir d'achat, diminution de la consommation hospitalière et des actes techniques, augmentation de la participation personnelle dans les frais sanitaires...) Elle vise à mettre en cause le système sanitaire lui-même (difficultés budgétaires des hôpitaux, avec ce que cela peut impliquer de « forcing » dans la productivité du personnel, voire de mise en chômage — programmation impérative des équipements lourds, profils statistiques par prestataires de soins pour orienter le « contrôle », etc.), à renforcer l'autoritarisme et la bureaucratie, à utiliser l'institution AMI elle-même comme moyen de répression.

Si l'on examine le contenu de la loi-programme 323, on s'aperçoit que les mesures envisagées tendent à définir des solutions financières *sans souci apparent d'une politique sanitaire*. Il est par exemple prévu une modification du mode de remboursement des médicaments, pour tenir compte « de leur utilité thérapeutique et aussi de leur importance sociale ». Or, ou bien les médicaments sont bénéfiques à la santé et ils doivent être remboursés complètement, ou bien leur seule raison d'être est le profit des sociétés pharmaceutiques et ils doivent être retirés !

En ce qui concerne l'hospitalisation, il est prévu d'imposer une intervention personnelle des assurés pour couvrir certains frais « normalement à charge du bénéficiaire, notamment les frais de nourriture ».

Le carnet sanitaire, qui pourrait être dans d'autres circonstances un élément important de la promotion de la santé, apparaît dans le cadre de la loi-programme comme le support de restrictions, non comme un dossier médical mais comme un carnet de rationnement.

Le ton est donné — il n'est pas nécessaire de poursuivre l'analyse pour exprimer son scepticisme sur le caractère social des mesures envisagées.

*Mais si les patients et l'outil sanitaire sont menacés par la loi-programme, les médecins aussi ont diverses raisons d'être inquiets.*

*Inquiets d'abord parce que des dirigeants importants du mouvement syndical, tant FGTB que CSC, ont tenu des propos les présentant, eux médecins, comme responsables à la fois de la surconsommation sanitaire, des retards mis à fixer les tarifs d'honoraires et des obstacles à des solutions adéquates aux problèmes de l'AMI.*

*Inquiets ensuite parce qu'il n'y a pas eu de concertation préalable entre le gouvernement et eux sur le contenu de la loi, de sorte qu'ils sont mis devant le fait accompli. Pour le surplus, l'attaque portée contre l'outil sanitaire menace directement leurs conditions de travail et leur statut économique.*

Le fondement des relations médico-sociales est ébranlé. Le gouvernement se propose de modifier lui-même la nomenclature des soins de santé, d'instaurer le carnet sanitaire pour éviter la répétition coûteuse d'actes techniques, d'instaurer une « pyramide des soins » avec des sanctions à la clé (domiciliation des patients, différences des remboursements si le médecin consulté n'est pas d'abord un généraliste ou s'il n'est pas « conventionné »...) et de faire disparaître le système des conventions librement négociées entre médecins et mutualités.

*Cette politique n'est pas ressentie de la même façon par tous les membres d'un corps médical qui s'est fort différencié et qui a perdu son caractère homogène et monolithique.*

*Les médecins appointés, qui sont de plus en plus nombreux, voient leurs conditions de travail se dégrader rapidement et même pointer le spectre du chômage.*



*Les médecins généralistes par exemple maintiennent mal le niveau de leurs revenus en travaillant énormément (50 à 70 heures par semaine) et ils compromettent de ce fait la qualité de leur activité professionnelle.*

*Les jeunes (60 % du corps médical a moins de 35 ans) rencontrent des difficultés croissantes pour s'établir dans la profession.*

*Le profil sociologique du corps médical s'est donc fort modifié.*

*Cela n'a guère été perçu par les grandes organisations syndicales des travailleurs qui continuent à considérer les médecins comme un « bloc homogène » ennemi et à encourager de ce fait les tendances corporatives médicales et à renforcer le courant « Chambres syndicales ».*

*Il convient de ne pas se tromper de cible !*

*Culpabiliser les médecins, c'est faire le jeu de la politique d'austérité du gouvernement. Ce ne sont pas les médecins qui sont responsables du gâchis, même s'ils ont « la clé du coffre fort de l'AMI ». Les dépenses parasitaires sont avant tout le fait de secteurs monopolistes dont la pénétration s'accroît dans toutes les structures de la santé. Ce qu'il faut « nationaliser », ce ne sont pas les médecins, mais l'industrie pharmaceutique !*

Toutefois, si les Chambres syndicales contestent avec raison certaines mesures gouvernementales, elles le font dans le cadre de conceptions qui, elles, vont à l'encontre des intérêts des travailleurs et font chorus au discours idéologique de nos gouvernants.

La gratuité des soins et, en particulier, l'aide aux VIPO — « le secteur nationalisé des VIPO » — est présentée comme la source des abus, la cause principale du déficit de l'AMI, des difficultés qui se créent pour les travailleurs actifs et des entraves aux libertés des individus tant celles des malades que celles des médecins avec en corollaire, la proposition d'une participation personnelle plus importante dans les frais de santé.

Ce singulier raisonnement conduit à défendre l'idée : « à chacun selon ses moyens » dans le domaine de la santé, c'est-à-dire finalement l'aggravation des inégalités sociales, devant la maladie et le retour à la notion d'assistance publique.

Cette attitude favorise, par ailleurs, la tentative de privatiser une partie des dépenses de santé ; ce que l'AMI ne couvrira plus pourra l'être par les compagnies d'assurances privées !

Il est sans doute légitime que les médecins défendent leurs intérêts professionnels et leur niveau de vie, éventuellement par des organisations syndicales corporatives. Il est par contre inadmissible que cette action débouche sur la régression sociale et sanitaire et qu'elle écarte les médecins du combat des autres travailleurs, qui seul pourra imposer une politique alternative adéquate.

*Le PCB estime qu'il faut s'en prendre à la racine du mal.*

*C'est-à-dire en finir avec « l'austérité » et faire reculer toutes les inégalités sociales.*

*C'est-à-dire, développer une politique de prévention avec l'aide des travailleurs et de leurs organisations au départ des conditions de vie dans les entreprises, favoriser une intervention croissante des citoyens dans l'aménagement de leur cadre de vie et donner aux gens les moyens de se soigner à temps et efficacement. Prendre soin de la santé n'est pas une exclusivité médicale.*

*C'est aussi, mettre en œuvre, par les intéressés eux-mêmes une politique de prévention et d'éducation sanitaire, une politique de progrès social.*

Sur le plan parlementaire, le PCB combat toutes les dispositions régressives de la loi-programme en matière de niveau de vie, emploi, logement, etc. Il demande la suspension du volet sanitaire de la loi.

*Il appelle tous les travailleurs, y compris les médecins, les dentistes et les pharmaciens à participer au combat contre le démantèlement de l'outil sanitaire, pour une politique de santé.*

*Le PCB met l'accent sur les axes essentiels du sauvetage de l'assurance maladie invalidité :*

1. c'est d'abord en finir avec les dépenses parasitaires qui résultent d'une intervention croissante du grand capital dans le secteur sanitaire (assurances privées, informatique, électronique, industrie pharmaceutique, etc...) Les malades doivent bénéficier d'un mode stable de tarification, être protégés contre la surconsommation nuisible, surconsommation stimulée par la logique du profit et encouragée par le paiement à l'acte;

2. c'est aussi répartir les dépenses en fonction d'une politique sanitaire cohérente;

3. c'est enfin imposer une autre politique budgétaire de l'Etat, principal responsable du déficit actuel, en trouvant des ressources nouvelles par un impôt spécial sur les grosses fortunes, par une taxation des sociétés d'assurance et des trusts pharmaceutiques, par des économies dans le budget militaire et par une action efficace contre la grande fraude fiscale.

*L'objectif doit être LA SANTÉ et une meilleure couverture des besoins sanitaires grâce à une autre politique qui s'attaque au gâchis du capitalisme, aux gaspillages de la crise et aux pratiques des monopoles — grâce à une politique qui débouche sur une assurance maladie renouvelée et mieux contrôlée par les travailleurs.*

*Loin d'atteindre cet objectif, la grève des soins préconisée par les Chambres syndicales ne peut qu'isoler les travailleurs sanitaires de l'ensemble des travailleurs et retarder la solution globale du problème de santé.*

13 décembre 1979.

## Quel avenir pour la presse de gauche ?

La mort du « Monde du Travail », du « Travail » et du « Peuple » (du moins dans sa forme traditionnelle) n'aura surpris personne. On a beaucoup glosé sur le point de savoir si elle était inéluctable. La question est devenue oiseuse. De fait, la concentration capitaliste de la presse, les mécanismes de la publicité, le coût croissant des infrastructures techniques, les servitudes commerciales pèsent surtout sur les journaux d'opinion. Chacun sait que la survie de la presse de gauche est constamment en péril. « La Cité » est inquiète de son avenir. « Le Drapeau rouge » sait à quel cumul de miracles il doit de sortir chaque jour.

Sommes-nous vraiment condamnés à voir la presse de gauche vivre au jour le jour, avec pour seule ambition de ne pas périr ?

Des projets ont été brassés, à l'heure où rédacteurs, liquidateur et gestionnaires dressaient le bilan de près d'un siècle de combats menés par « Le Peuple ».

On a évoqué la possibilité de créer un grand quotidien de gauche à partir de la fusion des journaux socialistes et de « La Cité » (Renaud Denuit dans « La Revue nouvelle »).

André Cools, interviewé par « La Wallonie » déclarait le 27 décembre dernier : « Il faut s'atteler à la définition et à la mise sur pied de quelque chose de neuf, d'efficace et de qualité qui pourrait devenir demain l'expression de toutes les forces de la gauche progressiste francophone ».

Robert Falony demandait pour sa part : « Qui oserait prétendre qu'il n'y a pas place dans ce pays, en Wallonie et à Bruxelles, pour un quotidien de gauche d'un coût de production modeste, mais avec un certain investissement rédactionnel, essayent de jouer la qualité, la réflexion, le dialogue, refusant le conformisme et préférant la recherche appliquée ? »

Personne ne répondrait à Falony qu'il n'y a pas place dans ce pays pour un bon quotidien de gauche. Encore faut-il s'entendre sur les voies et moyens de pareil instrument politique d'information.

Pour que naisse un quotidien qui serait celui des syndiqués à la FGTB et à la CSC, des mutualistes socialistes et chrétiens, des électeurs communistes, socialistes, démo-chrétiens, RW et même FDF, ne faudrait-il pas que se modifient certaines des conditions politiques actuelles ?

En mai 1976, avait lieu à Namur un colloque organisé par quatre revues de gauche — Le Bulletin de la Fondation André Renard, Socialisme, La Revue nouvelle et les Cahiers marxistes. Pareil colloque, centré sur la crise en Wallonie, ne pouvait évidemment à lui seul résoudre aucun problème. Mais il constituait un lieu de rencontre, d'échanges

intéressants, de dialogue. Il n'y a pas eu de lendemain, et ce n'est pas par distraction... S'il est vrai qu'un quotidien commun à la gauche serait un instrument d'union, il est aussi vrai qu'il ne saurait naître sans un minimum de rapprochements politiques.

On a invoqué l'exemple du « Morgen ». C'est effectivement un exemple à méditer. Voilà, succédant aux journaux socialistes flamands, un quotidien jeune, offensif, dynamique. Il groupe des rédacteurs de qualité, disposant de dossiers solides et d'informations multiples. La manière dont il a mené (et continue de mener) campagne contre les euromissiles nucléaires est intelligente : elle fait réfléchir et agir. Le commentaire original y domine la dépêche brute. Bref, bien des vertus. Mais « De Morgen » n'est pas sûr de ses lendemains. Et qu'on le veuille ou non, si « De Morgen » est un journal socialiste ouvert, il n'est pas le journal de la gauche flamande.

Il faut donc continuer de chercher des formules. Sans forcément vouer aux gémonies un journal de parti qui, fort d'une certaine liberté d'expression et d'un projet politique, peut promouvoir l'union de la gauche.

Pour le surplus, sur le plan des impératifs techniques, Jacques Moins a formulé dans le « Drapeau rouge » un certain nombre de suggestions que nous voudrions répercuter ici : ... « La duplication des équipements, les charges toujours plus lourdes qu'ils entraînent pourraient peut-être être évitées si, dans des conditions à étudier, les pouvoirs publics mettaient à la disposition des courants d'opinion, l'infrastructure technique nécessaire à l'impression des quotidiens. Ce serait renverser le problème, grouper les achats, rationaliser les systèmes d'expédition. Après tout, où est-il écrit que les procédés d'impression moderne, le traitement des textes et des informations doivent rester l'apanage des forces économiques privées les plus puissantes ? Les pouvoirs publics ont bien mis sur pied des infrastructures sportives et parfois culturelles que des mouvements volontaires peuvent utiliser. Pourquoi se refuser à le faire pour la presse d'opinion dégagée enfin des contraintes de la publicité et du poids d'une concurrence impossible ? »

R.L.

## *Les enjeux du plan de secteur*

Le plan de secteur définitif de Bruxelles est signé. Voilà enfin aboutie une des revendications principales d'un large courant d'opinion qui réclame depuis quelques années les moyens de mettre fin à l'urbanisme clandestin du laisser faire et du fait accompli.

C'est en 1976, après plus de douze années de gestation et un échantillon réalisé en 1974 par Cudell, que Vanden Boeynants, alors ministre des Affaires bruxelloises, signait un projet de plan de sec-

teur. Un projet criticable à plus d'un égard mais qui avait le mérite d'exister et d'avoir force de loi pour une durée transitoire de trois ans, avant l'adoption du plan définitif. Aujourd'hui, en novembre 1979, alors que le projet de plan atteignait sa limite de validité et qu'on risquait de connaître une inquiétante période de vide juridique, le plan de secteur a, après maintes péripéties, été adopté. Un plan de secteur modifié par rapport au projet initial en fonction de quelque trois mille remarques qui furent formulées à son égard lors de l'enquête publique; un petit nombre de réactions à mettre en rapport avec le peu d'information organisée par les pouvoirs publics quant au contenu et aux enjeux de ce plan.

## QUEL PLAN DE SECTEUR ?

A la fin des années 60, des habitants de Bruxelles ont commencé à prendre conscience des destructions opérées dans leur cadre de vie par les pouvoirs publics et les puissances d'argent, celles-ci œuvrant bien souvent avec la bénédiction des premiers. La formation des quartiers de bureaux, la création des autoroutes de pénétration, l'accélération du phénomène de « taudisation » des vieux quartiers, sont autant de manifestations de ces manœuvres spéculatives qui détruisent des zones de logement, détériorent l'environnement et conduisent à la désertification du centre de la ville. La situation de l'aménagement du territoire à Bruxelles relève, à l'époque, de la plus complète anarchie; il existe quelques ébauches de plans dont celui des routes de Bruxelles-capitale qui organise la réalisation des grands projets routiers. Mais ce plan n'est jamais apparu au grand jour, il n'a jamais été discuté publiquement.

Cette situation recueille les critiques de plus d'un : une partie de la promotion immobilière et du grand capital lui reprochent son irrationalité; les habitants, l'absence de toute possibilité de contrôle des décisions qui touchent à l'aménagement de leur ville et l'obligation de devoir céder dans bien des conflits devant la loi du plus fort.

Le plan de secteur, dont la création est prévue par la loi de 1962 sur l'aménagement du territoire et l'urbanisme, devient ainsi la cible des actions coordonnées de comités d'habitants et de responsables politiques désireux de discuter de l'aménagement urbain de Bruxelles et de matérialiser leurs objectifs.

Qu'apparaît-il à la vue du plan définitif ?

Le plan peut servir à préserver les intérêts des habitants de Bruxelles en protégeant les fonctions affaiblies de la vie urbaine : le logement, les entreprises, le petit commerce et l'artisanat, les espaces de loisirs et de détente, les transports en commun.

Plus précisément, ce plan peut encourager les implantations de logement en ville, le développement d'emplois dans le secteur secondaire dans les zones réservées aux petites et grandes entreprises; il

limite assez strictement les zones de bureaux afin d'arrêter l'étouffement du centre de la ville par la concentration du tertiaire; il donne une priorité relative aux transports en commun en réduisant l'impact des projets routiers et donc du recours à l'automobile; il défend l'environnement urbain notamment par la garantie de maintien de nombreux espaces verts; il prend des mesures de sauvegarde à l'égard du patrimoine architectural formé d'autant d'éléments qui font l'identité de Bruxelles; enfin et surtout, il favorise la démocratisation des processus de décision en matière d'aménagement du territoire.

Le plan de secteur définitif n'est cependant qu'une traduction modérée des objectifs décrits ci-dessus; il correspond plus à un plan de sauvegarde d'intérêts que beaucoup aujourd'hui partagent; qui oserait revendiquer un nouveau quartier nord pour Bruxelles aujourd'hui ?

Mais un plan de sauvegarde malgré tout suffisamment clair que pour avoir suscité les protestations et pressions non seulement de la part d'entreprises et d'une partie de la promotion immobilière qui préféraient la situation anarchique antérieure, mais aussi des pouvoirs communaux qui n'aimaient pas voir restreindre leur marge de manœuvre. C'est ce qui a retardé l'adoption du plan dont la sortie est à considérer comme une défaite pour ces opposants.

## UN NOUVEAU SYSTEME

Le plan de secteur est un document qui définit la philosophie de l'aménagement du territoire pour Bruxelles. Il comprend une partie graphique et des prescriptions écrites. Il désigne pour chaque partie du territoire une affectation principale qui correspond, en général, à la situation existante et n'autorise sans formalité spéciale que des modifications mineures. C'est à ce titre qu'on peut dire qu'il s'agit d'un plan de sauvegarde. Pour le reste, le plan n'interdit rien; il permet, explicitement et sur motivation, d'autres affectations pourvu que la procédure de publicité-concertation soit suivie.

Qu'est-ce à dire ? cette procédure associe la population aux décisions dans la mesure où celle-ci est informée des demandes de « modulation » sur les affectations secondaires et qu'elle est admise à formuler ses desideratas à leur propos.

Dans le cas où un projet ne répond pas aux prescriptions relatives à l'affectation principale mentionnée au plan de secteur, une enquête de 15 jours (30 dans le cas des travaux de voirie) est organisée par la commune, annoncée par voie d'affiches (rouges !), ce qui permet à tout un chacun d'être informé du problème : c'est la phase de publicité.

Tous ceux qui ont des remarques à formuler à l'égard du projet litigieux peuvent le faire par écrit et demander à être entendus par

une Commission de concertation, créée à l'échelon communal et qui réunira des représentants de la commune, de l'agglomération, de la Société de développement régional de Bruxelles, et de l'Exécutif régional bruxellois. La décision motivée revenant finalement au ministre compétent ou au fonctionnaire délégué qui acceptera ou refusera la décision du collège échevinal vis-à-vis du projet. Une procédure à coup sûr intéressante et qui permet aux habitants de Bruxelles d'exercer un certain contrôle politique sur les décisions ponctuelles qui menacent leur environnement.

#### LE PLAN : UNE REUSSITE COMPLETE ?

Si le plan de secteur présenté possède de multiples aspects positifs, il y subsiste cependant des lacunes.

Sous la pression du FDF, dominé par ses notables communaux, Cudell n'a pas pu faire porter au plan de secteur des « zones de protection et de rénovation ». Le tracé et les prescriptions de ces zones auraient permis d'améliorer le cadre de vie des quartiers vétustes, moins bien équipés, et de permettre à la population locale de continuer à vivre et à travailler dans son quartier. Poussés à la fois, par la promotion immobilière et leur désir de ne pas voir restreindre leurs marges de manœuvre, les mandataires FDF ont rejeté cette initiative qui restreignait les gabarits autorisés, limitait les atteintes au logement et à l'entreprise, toutes mesures allant à l'encontre des manœuvres spéculatives dont font l'objet les vieux quartiers. Ces zones couvraient principalement le pentagone, les vieux quartiers entre celui-ci et la grande ceinture, ainsi que les noyaux anciens des communes situées au-delà de cette grande ceinture, bref, les vieux quartiers d'avant 1920.

D'autre part, ce plan est d'une efficacité limitée parce qu'il n'y est adjointe aucune programmation de type budgétaire; parce que les gabarits n'y sont pas portés avec plus de précision, encore qu'en ce domaine la volonté d'ajourner les plans généraux d'aménagement (P.G.A.) qui indiquaient des renseignements de ce type relève d'autres soucis. Aussi bien dans le projet VdB que dans la version définitive de Cudell, on peut regretter que parallèlement ni le nombre, la qualité et la quantité des logements, ni le nombre et la qualité des emplois, ni le nombre et la répartition des équipements sociaux et culturels nécessaires ne soient prévus. Que rien en matière d'investissements ou en ce qui concerne la répartition des crédits à la rénovation ne soit stipulé. « La législation belge, en séparant soigneusement la planification physique de la planification économique et sociale a limité considérablement la portée de la première. » (1) Aucune réalisation n'est donc garantie.

---

(1) J. ARON; Le tournant de l'urbanisme bruxellois. Fond. J. Jacquemotte - Bruxelles 1978.

En matière de communications, on peut également regretter le maintien du tracé de la pénétrante de Paris jusqu'au boulevard Paepsem, encore que cette mesure soit contrebalancée par des acquis non négligeables comme par exemple l'abandon d'une très grande portion du périphérique sud à travers Uccle. En ce qui concerne les transports en commun, le réseau est plus précis et plus dense que dans le projet antérieur, mais par contre les indications de programmation des réalisations restent assez floues. Une politique d'utilisation rationnelle de l'énergie en milieu urbain n'y est pas avancée, alors que ce problème est intimement lié au développement de l'aménagement de la région bruxelloise.

## ET DEMAIN ?

L'adoption du plan de secteur et son intérêt indéniable montrent que l'action des habitants regroupés au sein des comités de quartier n'a pas été vaine. Malgré les lacunes, c'est une victoire incontestable : les Bruxellois ont enfin la possibilité de savoir de quoi est faite leur région et surtout de quoi elle pourra être faite demain, mais aussi d'intervenir dans son aménagement. Et il faut souligner ici le rôle dynamique joué par ces comités ainsi que par l'ARAU et Inter-Environnement Bruxelles. Un rôle qui peut devenir essentiel s'il trouve un relais au niveau politique.

Bien sûr, les pressions immobilières et spéculatives subsisteront. Mais grâce à cet outil au service d'un aménagement démocratique de la ville qu'est le plan de secteur, il existe une plus grande possibilité d'opposer une résistance efficace à ces manœuvres. De plus, la procédure de publicité-concertation permet d'éviter que les décisions soient sans recours, dévolues uniquement au pouvoir ministériel et aux collègues échevinaux. Du moins si les habitants de Bruxelles maintiennent leur vigilance face aux manœuvres des pouvoirs de l'argent et de ses gestionnaires mêmes, pour entamer cet acquis, et s'ils utilisent la législation.

Veillez au affiches rouges !

P. BURNIAT



# A LIVRES OUVERTS

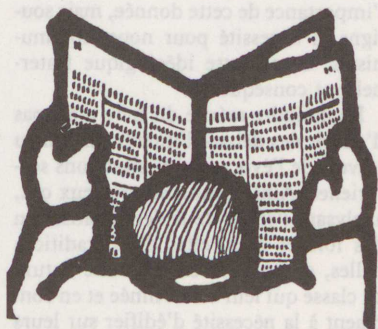
## L'AVENIR CULTUREL DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

La réforme de l'Etat n'en finit pas de multiplier les points d'interrogation. Quant aux perspectives d'un développement culturel à la mesure des besoins, elles se heurtent plus que jamais aux compressions budgétaires.

Voilà donc un ouvrage, — depuis longtemps en friche — qui vient à son heure : comment, dans ce contexte alarmant, ouvrir la voie du changement ?

Une vingtaine de personnalités du monde culturel cherchent à découvrir dans le présent le profil futur de leur discipline. Chacun entreprend cette démarche en fonction de son idéologie propre, de ses centres d'intérêt spécifiques, de son expérience personnelle. Il en résulte un ouvrage foisonnant et hétérogène, qui reconnaît l'arbitraire de ses choix, s'enorgueillit de ses contradictions comme de ses redites, se défend de proposer une alternative cohérente, vise seulement au témoignage.

Inutile donc de chercher une ligne directrice à travers l'étanchéité des diverses contributions. Au demeurant,



l'analyse rigoureuse côtoie l'utopie verbeuse, et la relation passionnée d'une initiative démocratique voisine avec la querelle d'écoles.

L'éditeur, quant à lui, prend ses distances : ce n'est qu'un document. Et s'il s'autorise un regret — que nous partageons — il tient aux limites du champ culturel envisagé. Ni musique populaire, ni cinéma, ni littérature dialectale, ni coopération internationale.

La pluralité des démarches, l'absence de propos concerté rendent d'autant plus significatives les coïncidences qui surgissent.

Ainsi, en dépit du sujet traité, il n'est guère question de conscience communautaire francophone, encore moins de belgitude, mais bien d'identité wallonne. La perception, même diffuse, du poids des réalités socio-économiques régionales est à cet égard déterminante.

Autre point de convergence relative, singulièrement précieux quant à lui : à partir du moment où un praticien soumet l'état présent de sa discipline à un examen qui prend en compte la dimension collective, il apparaît quasiment voué à lier la solution des problèmes à une perspective de type socialiste. Que la stratégie fasse le plus souvent défaut

et que l'aspiration l'emporte sur la conscience ne met nullement en cause l'importance de cette donnée, mais souligne la nécessité pour nous, communistes, d'une lutte idéologique fraternelle et conséquente.

Le moindre mérite du livre n'est pas d'ouvrir des débats d'intérêt général au travers de l'évocation de situations sectorielles. Ainsi, faut-il suivre ceux qui, analysant l'échec de la démocratisation des formes culturelles dites traditionnelles, découvrent en elles une nature de classe qui leur serait innée et en concluent à la nécessité d'édifier sur leurs ruines une culture populaire? Ne convient-il pas plutôt, avec Edmond Dubrunfaut, de mettre en exergue l'unité dialectique entre la fidélité à la tradition et les transformations révolutionnaires et d'inscrire la démocratie culturelle en tant que composante de la démocratie économique et sociale à conquérir dans l'alliance politique avec la classe ouvrière?

La contribution qui clôt le recueil s'intitule « Politique, éducation, culture » et est due à Maurice Abitbol, Marcel Deprez et François Martou. La portée générale de ce texte, la place qui lui est conférée, la représentativité de ses auteurs, la diversité de leurs engagements, le pluralisme de leur démarche concourent à polariser l'attention.

Certains préalables posés à l'instauration d'une démocratie culturelle effective devraient, moyennant des approfondissements, faire l'unanimité parmi les progressistes : réduction généralisée du temps de travail, soustraction de la culture aux exigences du profit, abolition de la gestion bureaucratique. En revanche, avaliser sans réagir avec vigueur l'idée selon laquelle « le seuil de déclin qui est le nôtre »

remet en question « le système scolaire » en tant que « condition indispensable du développement économique » nous paraît une concession dangereuse aux thèses du grand patronat et de la droite en période de crise, lesquelles se traduisent par des compressions budgétaires drastiques : en cinq ans, la part de l'Education Nationale dans le budget de l'Etat a diminué d'un quart, avec pour conséquence la dévalorisation de la formation. De même, ne s'impose-t-il pas de souligner que, le développement de l'éducation permanente — magnifiée par les auteurs — étant selon les spécialistes inséparable de la formation générale la plus large possible, la politique actuelle nous en détourne de fait en dépit des références verbales? De plus, idéaliser l'éducation permanente — au point même d'admettre l'éventualité de l'assimiler à une idéologie! —, n'est-ce pas sous-estimer les effets des rapports de forces structurels qui en conditionnent le contenu? Enfin, la crédibilité des changements progressistes souhaités ne gagnerait-elle pas à une définition précise du point de rupture qui en est la clé? Et le réalisme ne commande-t-il pas de prendre en compte que la plupart des propositions formulées pour l'immédiat, aussi séduisantes soient-elles, sont pratiquement condamnées aujourd'hui à voir leur portée réelle altérée par les limites du cadre spécial temporaire?

En un mot comme en cent, peut-on estomper sans dommage la question du pouvoir?

Merci à l'Institut Jules Destrée d'y faire réfléchir.

**Jean-Marie SIMON.**

Editions Institut Jules Destrée, 1979.

# EN REVUES

## REVUE NOUVELLE ET BRUXELLES

Bruxelles, « le Millénaire » et puis après, se demande, dans une copieuse livraison, « La Revue Nouvelle » de novembre 1979. La question méritait d'être posée et les réponses apportées foisonnent de chiffres, de statistiques, d'éléments de réflexion. Sans conteste, ce numéro spécial deviendra bien vite un document de référence lorsqu'on voudra étudier l'avenir économique de Bruxelles, sa réalité sociale et culturelle.

La Revue a attaché beaucoup d'attention aux données concrètes de la région bruxelloise grâce aux contributions d'une équipe nombreuse, venue d'horizons divers sans que l'éventail pluraliste soit complet. Il en ressort un panorama riche, un diagnostic précieux sans que les solutions politiques, institutionnelles nécessaires soient véritablement esquissées. Cependant, d'entrée de jeu, une question fondamentale était posée : « Les francophones de Bruxelles doivent-ils, en particulier, mettre l'accent sur la notion de troisième région ou, plutôt, sur la communauté qui les relie aux Wallons ». Question peut-être un peu étriquée si l'on veut traiter de l'ensemble du problème bruxellois. Le dialogue et la réflexion auraient peut-être gagné en donnant la parole aux Flamands de Bruxelles, ils sont 160.000 d'après les auteurs, et aussi, directement peut-être, à cette masse d'immigrés qui contribuent à tresser la mosaïque de minorités qui forment la région bruxelloise. Ce sera notre première observation.

Tout au long du numéro spécial, on voit se dégager une réalité bruxelloise

faite des habitants, des travailleurs, des navetteurs aussi. Les perspectives pour l'emploi ne sont pas roses, et l'on peut légitimement s'interroger sur l'avenir d'une économie qui pourrait être « en voie de faillite irréversible ». Tous les économistes qui participent à l'étude partagent ce pessimisme mais tous aussi abordent le fait régional dans sa spécificité.

Bruxelles apparaît bien comme une région qui a besoin d'une autre manière de « faire » le développement économique. Ils s'accordent à souligner notamment, et c'est une caractéristique importante souvent tue, le rôle et les conséquences sur le marché du travail des immigrés, leur poids dans la vie économique et leur exclusion de la vie démocratique qui constitue une injustice criante. Mais il faut bien quitter le domaine de l'analyse pour aborder celui des changements politiques. Il était logique et dans la ligne de la revue, de souligner et de tenter d'apprécier le rôle des luttes urbaines, de rappeler les propositions qui en sont nées. Ainsi celle des cent conseils de quartiers qui devaient rapprocher l'habitant de la décision politique et démocratiser la vie bruxelloise. Il a bien fallu prendre aussi en compte une donnée préoccupante : le blocage au moins décennal des projets de réforme institutionnelle pour Bruxelles.

Deux contributions abordent en fin de livraison mais sans vouloir conclure, le problème de ces réformes sous un angle très différent. Celle de F. Martout, qui pratique une thérapie de choc, se veut provocant et novateur. Celle plus feutrée d'Hervé Cnudde qui avance une réflexion sur la conscience régionale de Bruxelles. Avec netteté et lucidité, Martou souligne le

danger d'ignorer la réalité du fait bruxellois et du fédéralisme à deux qui ignorerait celle-ci et menacerait l'autonomie bruxelloise comme le devenir de la région wallonne. Mais la réponse qu'il avance si elle se veut novatrice et déconcertante, ne paraît pas assurer le déblocage qu'il prétend rechercher. Elle multiplie plutôt les contradictions. François Martou constate que « la majorité des Bruxellois veulent maintenant former une troisième région après avoir été il y a dix ans partisans d'un statut de capitale bilingue d'un état unitaire ». Peut-être n'est-il pas inutile de rappeler ici qu'il y a dix ans et davantage, les communistes avaient avancé l'idée d'une région dotée d'une assemblée élue directement et d'un exécutif propre responsable devant elle. Idée simple mais qu'il n'est pas commode de faire entrer dans la réalité, d'autant que ceux qui se lancent à la recherche du nouveau et de l'original paraissent parfois perdre la mémoire ou refuser de prendre en considération des propositions dont le mérite principal est sans doute la clarté et la simplicité.

Avec pertinence, Martou analyse les masses budgétaires de l'Etat et leur affectation aux communautés et aux régions en montrant le caractère dérisoire des transferts vers celles-ci (pas plus que cinq pour cent pour les dépenses courantes). Mais pourquoi faire alors la nécessité de lutter pour des transferts plus importants et s'enfermer dans une arithmétique qui condamne régions et communautés à se partager des miettes ? C'est peut-être là que réside l'ambiguïté du raisonnement. Avec la régionalisation, Bruxelles peut compter sur 8,5 % des dotations, avec la communautarisation, en faisant glisser toute la région dans la communauté française, 11,5 % mais de quelles masses budgétaires ?

Pour obtenir un peu plus, sans nouveau transfert, il faudrait faire bon marché de la région et l'offrir en « cadeau » à la Wallonie avec tous les problèmes spécifiques, le bilinguisme notamment. François Martou imagine alors de limiter la capitale à un espace étroitement administratif qui recouvrirait le territoire occupé actuellement par les bureaux, les centres administratifs, et dégage les 18 communes de la notion de région capitale bien qu'elles assument depuis longtemps déjà une partie de ce rôle et doivent faire face, comme Bruxelles, aux obligations du bilinguisme. Qui peut imaginer que la communauté flamande accepterait de renoncer à ces garanties dans les 18 communes ? Qui peut supposer que les habitants du pentagone accepteraient de devenir des citoyens sans droit ? En fait, la solution Martou aboutit à un nouveau découpage plus arbitraire encore que celui des 19 communes. La région bruxelloise se voit ainsi dépecée, le centre du gâteau est offert à la Belgique et à l'Europe. Le reste à la Wallonie où les Bruxellois pourraient s'organiser plus facilement. Cette proposition s'inscrirait dans la logique du débat politique actuel qui met l'accent sur l'homogénéité de chacune des deux communautés plutôt que sur les régions. Mais précisément, cette homogénéité n'existe pas à Bruxelles, c'est ce qui en fait le caractère original.

Incontestablement la proposition a fait du bruit et ceux qui ne veulent pas reconnaître le fait bruxellois s'y sont engouffrés. Du côté flamand notamment, où l'on renverse les termes de la proposition. On suggère alors le rattachement des 18 communes à la Flandre au nom de la même logique communautaire en avançant des garanties pour la minorité.

S'agit-il en fin de compte, pour F. Martou, de défendre les francophones

de Bruxelles ou de renoncer en fait à défendre la région bruxelloise, tout en manifestant l'impatience légitime de voir se réaliser la régionalisation authentique ? A moins qu'il ne songe à agiter un peu légèrement le spectre d'un bouleversement pour venir au secours de la régionalisation de l'équipe Martens.

Ne serait-il pas plus efficace de tenter d'obtenir et de voir préciser pouvoirs et moyens pour la troisième région ? Même si jusqu'à présent, la communauté flamande est restée sourde à cette exigence. De plus, F. Martou ne paraît pas se soucier des conséquences politiques d'une fusion avec la Wallonie qui verrait ainsi s'estomper la possibilité d'une majorité de gauche, seule capable d'insuffler plus de dynamisme et de réaliser enfin sur ce terrain les conditions d'un rassemblement des progressistes dont les effets pourraient dépasser la région wallonne.

Essayons donc de répondre aux sept points avancés dans l'article avec le même effort de concision :

1. Le fédéralisme à deux ignorerait superbement la réalité bruxelloise. Comment y situer Bruxelles ?
2. L'avenir de Bruxelles est bloqué. On ne peut le sauver que par la reconnaissance du fait régional qui doit s'imposer dans une négociation entre communautés.
3. Il faut distinguer les fonctions de Bruxelles capitale et de Bruxelles région mais pas au prix d'un nouveau découpage.
4. Les droits des immigrés peuvent être reconnus et garantis par la région au même titre que dans une région Bruxelles-Wallonie.
5. La dualité région-communauté s'inscrit dans notre réalité, la nier

c'est refuser à la Wallonie un développement autonome et en fin de compte raisonner en unitariste hostile à un développement différent de la Wallonie.

6. Le fédéralisme à deux apporterait à la Wallonie de nouveaux problèmes tout en modifiant profondément son profil politique.
7. La proposition est moins neuve qu'il n'y paraît, car, en Flandre, depuis longtemps déjà, on caresse l'idée de nier l'existence de la région bruxelloise.

Moins fracassante mais sans doute plus proche des réalités, la recherche d'Hervé Cnudde mérite que l'on s'y attache un moment. Il s'efforce en partant de la réalité urbaine de créer des structures à l'image d'une population composite, des Bruxellois flamands ou francophones (et non des flamands ou wallons de Bruxelles), des immigrés aussi. Il est vrai qu'une conscience régionale imposée par les faits plutôt que dictée par une tradition a mis du temps à se former. Mais elle commence à de dessiner. On ne peut l'assimiler à la « défense de la francité » ni l'intégrer à la communauté française. C'est pourquoi la question de départ de la Revue Nouvelle était sans doute ambiguë et de nature à entretenir une certaine confusion. Ce ne sont pas les seuls Bruxellois francophones qui doivent s'interroger et répondre au dilemme « région ou communauté ».

Le débat reste ouvert. La Revue Nouvelle aura eu le mérite d'y aider tout en donnant par une série de contributions un aliment sérieux à la discussion.

**Jacques MOINS.**

## SOCIALISME

Deux gros thèmes dans ce numéro 155 (octobre 1979) de la revue *Socialisme* : les résultats en Belgique des élections européennes de juin dernier, analysés par Willy Fraeys, et le sort des « sociétés industrielles » vu par Daniel Norrenberg.

Spécialiste de sociologie électorale, Willy Fraeys utilise les données disponibles du 9 juin 1979 en maintenant, pour les traiter, une méthode « traditionnelle » — celle qui divise le pays en trois régions, au lieu de s'en tenir aux deux circonscriptions électorales. Rien d'inédit ne ressort de son étude. Personnalisation des suffrages, poussée vers le centre-droit, forte augmentation des bulletins blancs et nuls, diffère, citation des votes selon les collègues électoraux : voilà ce qu'après d'autres, constate W. Fraeys. Sa conclusion : « Ce qui nous paraît évident, c'est qu'il y a chez maints électeurs et pas uniquement belges, une lassitude croissante à l'égard des élections. Le phénomène nous paraît suffisamment inquiétant pour être étudié objectivement et combattu adéquatement, car il peut n'être que la première étape d'une désaffection à l'égard de nos régimes démocratiques ».

L'article de Norrenberg s'intitule : « Vers une mise en cause des sociétés industrielles ». Son propos : dégager ce qu'il appelle « les signes de déstabilisation qui s'accumulent tant à l'Est qu'à l'Ouest ». Son concept de société industrielle fait donc fi des formes fondamentales de propriété et d'organisation économique de la société. Toutes les sociétés industrielles — socialistes et néocapitalistes — présentent aux yeux de Norrenberg des carences et des contradictions communes. Une critique détaillée de son analyse nous mènerait hors des frontières de cette note de lecture. Elle mérite cependant d'être entreprise. Bornons-nous dans l'immé-

diat à indiquer que si la connaissance qu'a l'auteur des pays socialistes paraît superficielle, certaines de ses observations ne manquent pas d'intérêt, par exemple à propos du poids avec lequel pèse, à l'Est et à l'Ouest, le facteur technique ou technologique. Mais ce qui retient surtout l'attention, ce sont les observations de D.N. sur les partis socialistes de l'Europe occidentale. « Les politiques réformistes, note-t-il, atteignent bien vite leurs limites extrêmes » — « Les partis socialistes, il est vrai fort divisés quant aux solutions à proposer, ont manqué l'occasion de mettre au cause le type de société rencontré. C'est que le temps des revendications quantitatives est désormais révolu et celui des transformations importantes est arrivé ». Et encore : « Une chance s'offre au socialisme de profiter d'une période fluidité exceptionnelle pour se réaliser sur une portion non négligeable du continent. Cela implique cependant une révision complète de la stratégie et la fin de l'éparpillement des forces ». Voilà des pistes de réflexion qui pourraient être fécondes !

Dans la même livraison de « *Socialisme* », on peut lire un article de Yves Adam sur « La Wallonie et la mer », dans la perspective de la réforme institutionnelle, où l'auteur plaide pour une attitude d'actif intérêt des Wallons à l'égard du milieu marin. Et une analyse de A. L. Glinni sur « Crise économique et migrations en Europe », qui constitue une critique acerbe de la politique sociale de la CEE.

Les relations entre CEE et système économique latino-américain, le problème kurde, et les habituelles rubriques « Livres » et « Revues » complètent ce sommaire.

**R. L.**

« *Socialisme* » n° 155 — 120 F. —  
Boulevard de l'Empereur 13, 1000  
Bruxelles.

## OFFRE SPÉCIALE

LE PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE  
1921-1944

Actes de la journée d'étude tenue à Bruxelles le 28 AVRIL 1979  
à l'initiative de CHEMA (Collectif d'Histoire et d'Etudes Marxistes)

### CONTRIBUTIONS DE

Marcel LIEBMAN, professeur à l'U.L.B. ; Rudi VAN DOORSLAER, auteur de *De K.P.B. en het Sovjet-Duitse niet-aanvalsakkt* ; José GOTOVITCH, assistant à l'U.L.B.

INTERVENTIONS DE : Serge BEELEN, Claire BILLEN, Giovanni CARPINELLI, Bernard DANDOIS, Théo DEJACE, Guy DESOLRE, Michel HANOTTE, Pierre JOYE, P.-P. MAETER, Henri MASSON, Anne MORELLI, Jean PUISSANT, Maxime STEINBERG, Claude COUSSEMENT, P. VOGEL, Bob WOLSTIJN, Jules VERHELST.

BIBLIOGRAPHIE DÉTAILLÉE de l'histoire du Parti Communiste de Belgique, par Bernard DANDOIS.

Un volume de 200 pages, cartonné.

Parution : février-mars 1980.

(Prix souscription - fin janvier 1980 : 300 F)

Prix de vente : 350 F

### BULLETIN DE SOUSCRIPTION :

Nom et prénom : .....

Adresse : .....

Je verse en souscription (**Actes de la journée d'étude sur l'histoire du Parti Communiste de Belgique — 1921-1944**) la somme de 300 F au compte (C.G.E.R.) 001-0810657-07 de CHEMA (+ 20 F de port).

A renvoyer au secrétariat de CHEMA : Serge Lewuillon, av. Jean Volders, 27/2, 1060 Bruxelles.

Valable jusqu'au 31 JANVIER 1980.

## ON NOUS SIGNALE...

*David Scheinert nous demande de signaler que Pierre Mertens s'est trompé en lui reprochant, dans le dernier numéro des C.M., de ne pas soutenir la cause palestinienne. « Mon article paru dans le n° 40 des C.M. prouve le contraire : mon opposition à la politique israélienne et mon ouverture à des négociations avec l'O.L.P. », précise David Scheinert.*



**c.m.**  
revue mensuelle

L'abonnement annuel  
(10 livraisons) 500 F  
L'abonnement « jeunes »  
(moins de 25 ans) 250 F  
Etranger ..... 600 F  
Soutien ..... .. F

ADRESSE :  
20, avenue de Stalingrad  
1000 Bruxelles  
Téléphone ; (02)512.90.12  
CCP 000-0188745-80  
de la Fondation J. Jacquemotte.



Auteur-éditeur responsable et correspondance :

Rosine Lewin / rédacteur en chef  
Avenue de Stalingrad, 18-20, 1000 Bruxelles